

LA
PROTECTION DANS L'INDUSTRIE
DE LA SOIE

ORIGINE ET EFFETS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

G. BOUZANQUET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1906

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

LA
PROTECTION DANS L'INDUSTRIE
DE LA SOIE

ORIGINE ET EFFETS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

G. BOUZANQUET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1906

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

N.., chargé d'un cours d'Economie politique.

N..., chargé de cours de Droit constitutionnel.

Rochette, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Rist, *président*.

Laborde, {
Valéry, { *assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS ET AMICIS

G. BOUZANQUET.

LA
PROTECTION DANS L'INDUSTRIE
DE LA SOIE

ORIGINE ET EFFETS

INTRODUCTION

HISTORIQUE GÉNÉRAL

L'art d'élever les vers à soie et de tirer la soie des cocons a pris naissance en Chine, et cela à une époque mal déterminée, mais en tous cas fort lointaine. Les Chinois attribuent cette découverte à la femme du plus ancien souverain dont ils aient gardé la mémoire, qui vivait à peu près vers l'ân 2700 avant J.-C. Restée très longtemps le monopole du Céleste Empire, tenue secrète avec un soin jaloux, cette industrie comença à s'infiltrer dans les Etats voisins, jusqu'à gagner de proche en proche les pays occidentaux.

Ce fut d'abord l'Inde qui la première en déroba le secret, puis la Perse, vers le III^e siècle seulement après J.-C. Les écrivains persans nous parlent du « ver indien » ; de même plus tard les Grecs le baptiseront « ver persan » (1). Les noms que les Arabes donnèrent au mûrier, au cocon et à la soie sont aussi d'origine persane. Les Arabes continuèrent l'œuvre de leurs devanciers, et en même temps qu'ils répandaient sur tout le littoral méditerranéen les doctrines de Mahomet, ils initiaient les peuples aux secrets de la sériciculture : c'est ainsi qu'ils introduisirent en Espagne, en Sicile et en Italie, le mûrier et le ver à soie. L'industrie en était très florissante en Espagne à la fin du X^e siècle, et principalement sous le règne du Khalife Abd-er-Rhaman III. Il est curieux de remarquer que, ici comme en Italie, le tissage des étoffes de soie précède d'assez longtemps la sériciculture et la filature. En Italie, par exemple, on dit que l'industrie du tissage fut introduite vers 1060 dans la Calabre, et Roger I^{er}, roi de Sicile, qui emmena en captivité des ouvriers grecs, emmena surtout des tisseurs ; il faut au contraire attendre jusqu'au XIII^e siècle pour voir apparaître l'élevage des

(1) Natalis Rondot, président de la section des Industries textiles à la commission des valeurs de douane. — Rapport du jury international de l'Exposition Universelle de 1878. — *Les Soies*, 1885, p. 130.

vers à soie et la filature (1). En tous cas, dès le XIV^e siècle, l'une et l'autre branche de cette industrie étaient assez répandues dans plusieurs Etats de la péninsule et donnaient des produits assez élevés pour qu'on put les assujettir à une réglementation et les frapper d'une taxe.

DÉVELOPPEMENT DE CETTE INDUSTRIE EN FRANCE JUSQU'A 1850

En France, comme ailleurs, il est certain que la fabrication des tissus a précédé la production même de la soie. Ce phénomène tient probablement au long apprentissage qu'exige l'éducation des vers et au grand nombre d'années que demandent les plantations de mûriers pour devenir productives (2). On aura commencé par importer la matière première ; plus tard seulement on aura pensé à la tirer du sol national.

On tissait l'or et la soie dès le XII^e siècle, et peut-être même avant, si l'on ajoute foi à la tradition, qui a fait de Berthe, la mère de Charlemagne, une ha-

(1) Natalis Rondot, président de la section des Industries textiles à la commission des valeurs de douane. — Rapport du jury international de l'Exposition Universelle de 1878. — *Les Soies*, 1885, p. 23.

(2) Les mûriers n'atteignent leur complet développement qu'au bout de 15 à 20 ans.

bile ouvrière en soie : « N'était meillor ouvrière de Tours jusqu'à Cambrai » est-il dit dans *Le Roman de Berte aux grands piés*. En tous cas, deux communautés de « filleresses de soye » existaient à Paris au milieu du XIII^e siècle et Etienne Boileau, prévôt des marchands de 1258 à 1269, a fait enregistrer leurs règlements. Ces « filleresses de soye à grands fuiseaux » étaient des tordeuses de soie. Au XIV^e siècle, en Provence et dans le comtat Venaissin, la soie faisait déjà l'objet d'un commerce. On sait même qu'en 1314, après la prise de Lucques, des familles d'ouvriers lucquois, exerçant l'art de la soie, se réfugièrent en France. En 1340, le roi Philippe VI adressait au sénéchal de Beaucaire une lettre dans laquelle il le priait d'intervenir pour rappeler à leurs devoirs certains « Trahandiers » (tireurs-fileurs) (1).

Plus tard encore, vers 1464, des Italiens vinrent à Avignon établir des ateliers d'ouvraison pour le moulinage de la soie. Louis XI, en s'efforçant de donner de l'extension à Lyon « à l'art et l'ouvraige de faire des draps d'or et de soye » s'occupa également de la matière première. Il fit venir en 1466 d'Italie des « filateurs de soye et des appareilleurs de soye » et importa des « molins, mestiers, chaudières et autres ustensils ».

(1) De « trahale », mot provençal qui désigne l'instrument dont se servaient les fileuses.

Marino Cavelli, ambassadeur de Venise à la Cour de France, nous a laissé un témoignage de l'état des idées et des choses en 1546 :

« Les Français, dit-il, ont commencé à planter des » mûriers, à élever des vers à soie et à tirer la soie » autant que le climat le permet » (1). Le moulinage était, comme en Italie, plus en faveur que la filature. François I^{er} facilite surtout l'établissement de la grande fabrique lyonnaise par ses lettres patentes d'octobre 1536.

Au commencement du XVII^e siècle, à l'incitation d'Olivier de Serres et malgré la vive opposition que lui fit Sully, Henri IV donna à la production de la soie tout le développement qu'il était en son pouvoir de lui imprimer. Barthélemy Laffemas écrivait en 1604 : « L'établissement du plant des mûriers com- » mence à flourir et à réussir au grand contentement » d'une foule de gens de bien et d'honneur ».

Quoi qu'il en soit, les progrès furent lents, difficiles : sous Louis XIV la récolte des cocons n'excédait pas 100.000 kilos, mais on allait toujours de l'avant, si bien que (il y a cinquante ans à peine) c'était en France que la sériciculture, la filature et le moulinage étaient le plus avancés. Ce fut alors chez nous que les Italiens vinrent s'instruire, apprendre les

(1) Relations des Ambassadeurs Vénitiens sur les affaires de France du XVI^e siècle, 1838, t. I, p. 258 et 260.

nouvelles méthodes, se mettre au courant de nos progrès. Après avoir été leurs élèves, nous fûmes leurs maîtres ; mais malheureusement, nous verrons que de nos jours il n'en est plus ainsi. C'est d'ailleurs l'éternelle histoire du progrès.

DÉCADENCE DE LA SÉRICICULTURE CHEZ NOUS DE 1850
A NOS JOURS

La sériciculture française atteignit son apogée de 1846 à 1852. Tous les auteurs sont d'accord pour estimer la production en cocons de 22 à 25 millions de kilogrammes correspondant à environ deux millions de kilogrammes de soie grège. Aujourd'hui, les récoltes oscillent entre 7 et 9 millions de kilogrammes de cocons. Il est donc intéressant de déterminer quelles ont été les causes de cette chute dans la production et de rechercher, s'il en existe, les remèdes à la situation actuelle. Pour se rendre compte de toute l'étendue du mal, qu'il suffise de faire la remarque suivante : en 1860, la sériciculture, c'est-à-dire l'élevage du ver à soie, occupait plus de 300.000 personnes ; aujourd'hui, elle n'en occupe plus que 125.000. Il ne faut pas non plus oublier que le rendement d'une once de graines de ver à soie en kilogrammes de cocons est extrêmement variable ; qu'il dépend à la fois des maladies du ver et des changements brusques de température et qu'il progresse avec les divers perfectionnements apportés à cette industrie agricole. Ce rende-

ment s'est beaucoup accru dans ces dernières années, et heureusement pouvons-nous dire, sans quoi ce n'est plus 8 ou 9 millions de kilogrammes que nous aurions à enregistrer, mais bien la moitié. On voit par là combien le champ d'exploitation de la sériciculture s'est restreint.

CAUSES DE CETTE DÉCADENCE

Les facteurs divers qui sont venus presque simultanément réduire la production séricicole en France, sont au nombre de trois :

Les maladies du ver à soie ;

La disparition d'une grande partie des mûriers ;

La baisse du prix de vente des cocons.

1° *Maladies du ver à soie.* — C'est vers 1848 qu'apparaît dans les Cévennes la terrible maladie nommée « Pébrine », à un moment où de trop grandes agglomérations de vers à soie constituaient de véritables foyers d'infection, malheureusement trop favorables aux progrès de l'épizootie. Après des années florissantes, après des bénéfices inouïs, les sériciculteurs, au lieu de penser à l'amortissement de leur capital ou à la constitution d'un fonds de réserve, destiné à combler les pertes des mauvaises années, n'avaient eu en vue que la multiplication indéfinie des moyens de production. Tout l'argent gagné par eux était employé à la construction de nouvelles « ma-

gnaneries » (1) ou à des plantations en vue de la récolte prochaine. Aussi furent-ils surpris et les conséquences du fléau n'en furent-elles que plus désastreuses. Ce ne sont pas seulement les récoltes qui diminuent, ce sont encore les rendements. Avant la maladie, on obtenait dans les années moyennes de 16 à 18 kilogrammes de cocons frais par once de graines mises à l'incubation. Cinq ans après, on n'en obtenait plus que 12 (2). Ce sont là des rendements bien faibles si nous les comparons à ceux que l'on obtient régulièrement en Italie (3) (de 60 à 70 kilogrammes).

A ce moment-là, l'industrie séricicole semblait perdue pour la France. Mais le gouvernement s'émut de cet état de choses et chargea M. Pasteur de mettre sa science au service des malheureuses populations du Midi. C'est alors que par la sélection des graines au microscope, il parvint à enrayer complètement les effets de la maladie en empêchant la contagion d'at-

(1) Maisons destinées à l'élevage des vers : *Magnan* en provençal.

(2) Evaluations de M. Pasteur. — Rapport de M. Dumas à l'Académie des sciences, 16 février 1857.

(3) En 1883 on a recueilli dans le district de Pesaro 356.559 kgr. de cocons pour 5459 onces de graines, soit un rendement de 65 kil. 350. — M. Belloti cite dans son *Mémoire sur les croisements* ce fait, qu'il a obtenu en 1878 de femelles japonaises à cocons blancs, fécondées par des mâles français à cocons jaunes : 75 kilogs par once. (Natalis Rondot, *l'Italie*.)

teindre les vers restés sains ; cependant il reste encore bien des fléaux à combattre, et deux maladies, « la Muscardine » et la « Flacherie » font encore de grands ravages. En ce qui concerne la flacherie, M. Coutagne, dans le *Laboratoire d'Etudes de la Soie*, de 1893-94, tome VII, page 147, affirme qu'en trouvant un moyen d'y rendre les vers insensibles, on obtiendrait un excédent de 30 % sur les rendements actuels. Ce sont là des progrès à réaliser, mais qui permettent d'envisager l'avenir avec confiance, car ils augmenteraient de beaucoup la production et par là offriraient au cultivateur un bénéfice plus élevé. En somme, à l'heure actuelle, la sériciculture est bien plus avancée qu'en 1850 ; ce qui manque, ce sont les sériciculteurs. Et pourquoi, nous dirons-nous ? parce qu'ils n'ont plus de quoi nourrir les vers à soie au-delà de certaines limites, et parce que les éducations ne leur rapportent plus assez. Il n'y a plus assez de mûriers et les cocons ne se vendent pas.

2° *Disparition des mûriers.* — Tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de nourrir les vers à soie avec une autre feuille que celle du mûrier, il est de toute évidence que les éducations de vers ne pourront augmenter indéfiniment ; on devra toujours tenir compte de la quantité de feuilles disponible. Or, depuis 1860, on a arraché un nombre considérable de mûriers : les sériciculteurs, cédant trop vite au découragement, ont cru tout perdu, et n'ayant plus d'espoir

dans les récoltes de cocons futures, ont cherché un meilleur emploi pour leurs terres. La culture intensive de la vigne présentant, dans certaines régions, des avantages marqués et offrant des bénéfices très supérieurs, on fut vite porté à la substituer à celle du mûrier. De plus, une maladie de l'arbre appelée « champignons », eut des effets d'autant plus désastreux que les cultivateurs, désaffectionnés pour ainsi dire du mûrier, ne lui prodiguèrent plus, comme auparavant, tous les soins dont il a besoin pour prospérer et produire.

Par suite du double jeu de ces deux causes : le découragement du cultivateur et la maladie de l'arbre, tant de mûriers ont disparu, qu'il n'en resterait plus aujourd'hui pour faire face à une production de plus de 11 millions de kilogrammes (1). Mais en prévision d'années meilleures, la Chambre de commerce de Lyon a envoyé récemment une mission en Chine afin de rechercher les moyens d'acclimater en France un nouvel arbre susceptible d'être substitué au mûrier et demandant moins de temps que lui pour devenir productif (2). En même temps on replante,

(1) Natalis Rondot. — *Ibid.* D'après une autre estimation, de M. Noël, les mûriers produisent annuellement 2.151.000 quintaux de feuilles correspondant à 8.500.000 kilogs de cocons.

(2) La culture du mûrier ne devient rémunératrice qu'au bout de 10 ans.

mais surtout des mûriers nains, donnant une feuille précoce. Si l'on arrive à répandre ces plantations sur toute la région séricicole, l'éducateur de vers à soie ayant la feuille sous la main ne sera plus obligé d'avoir recours à des intermédiaires qui lui majorent le prix d'achat. Tous ces progrès réalisés, le second mal, la deuxième cause de la disparition de la sériciculture sera vaincu, mais il restera toujours la cause d'affaiblissement inhérente aux prix de vente, la baisse des cocons.

3° *Baisse des cocons.* — Les prix des cocons ont subi bien des fluctuations, mais ont tendu constamment, depuis 1868, vers un minimum qu'ils semblent avoir atteint aujourd'hui. Pour nous en rendre compte, consultons le tableau suivant :

1868.		9 fr. 50	} le kilogramme
1869.		7 94	
1870.		7 57	
1875.		4 87	
1878.		4 53	
1880.		4 97	
1888.		3 73	
1889.		3 56	
1896.		2 56	
1897.		2 54	
1898.		3 10	

(Prix des cocons français et non de l'étranger)

et nous sommes obligés de nous demander comment

les producteurs ont pu continuer l'élevage des vers dans des conditions à première vue si onéreuses. Il faut remarquer cependant que, si le prix du cocon a baissé de 60 % environ, les rendements en cocons de l'once de graines ont augmenté de 120 à 138 %, passant de 16 à 36 et quelquefois 42 kilos. Mais les frais de production n'ont pas suivi une marche parallèle. Voici à combien MM. Crémieux et Malzac évaluaient, en 1898, les frais pour une once (25 grammes), donnant de 35 à 40 kilogrammes de cocons :

Prix de l'once de graines	9 fr.
Charbon ou bois pour chauffer la magnanerie	10 »
Bruyère pour faire monter les vers	6 »
Entretien et renouvellement des locaux	12 »
Culture des mûriers	35 »
Transport des récoltes et divers	5 »
50 journées de femmes ; 10 d'hommes	100 »
Total	177 »
Moins 12 francs, prix de vente de la litière	12 »
Reste net	165 »

Soit le kilogramme de cocon à 4 francs environ

Par ce tableau, nous voyons que la main-d'œuvre entre en compte pour près de 60 % ; et nous ne serons pas étonnés de la disparition des grandes éducations, si nous remarquons que depuis 40 ans cette main-d'œuvre a continué à renchérir. Seule, l'éducation familiale est avantageuse : la moyenne des édu-

cations qui, en 1850, était de 5 onces, n'est plus aujourd'hui que de 1 once 4.

« La sériciculture est la plus démocratisée de nos » industries, disait M Loubet au Sénat. Autrefois, il » y a un demi-siècle, la grande propriété, si tant il » est qu'il y ait de grandes propriétés dans le Midi, » faisait des éducations assez considérables de 20, » 25 et même 40 à 50 onces. Aujourd'hui, toutes ces » éducations un peu considérables ont disparu, par » l'excellente raison que le prix de la main-d'œuvre » s'est élevé au point qu'il n'est plus en rapport avec la » rémunération produite par la vente du cocon » (1).

D'où provient donc la baisse du cocon ?

Elle est tout simplement une conséquence du jeu normal de l'offre et de la demande. Le marché des cocons français est très restreint en ce sens qu'il n'offre qu'un seul acheteur : le filateur français. Il y a, en effet, bien peu de cocons français qui aillent se faire filer à l'étranger. Par suite, quand la soie se vend bien, le filateur paiera les cocons plus cher, sans quoi il sera menacé d'une exportation des cocons français et ne trouvera plus à se fournir.

Si, au contraire, la soie ne se vend pas, cette menace d'exportation disparaît (le cocon n'ayant pas plus de chances de mieux se vendre à l'étranger qu'en

(1) Discours de M. Loubet, rapport. Sénat, 27 novembre 1891.

France) et les filateurs paieront un bas prix. Aussi, les voyons-nous déplorer la hausse de la soie, quand cette hausse précède immédiatement la saison des cocons (ce qu'on appelle la « campagne »), ils paieront en effet les cocons plus chers et ne savent pas comment se vendra, plus tard, la soie qu'ils en tireront. Et de fait on observe une concordance constante entre les cours de la soie et ceux du cocon.

Nous sommes donc en présence de trois maux : les diverses maladies du ver à soie, la pénurie des mûriers et la baisse du cocon ; le dernier, ayant des racines plus profondes, étant en quelque sorte le trait d'union entre la sériciculture et la filature, nous l'étudierons plus loin avec la crise de la filature. Voyons seulement, pour l'instant, quels sont les perfectionnements à apporter dans l'élevage des vers à soie.

PERFECTIONNEMENTS POSSIBLES DANS L'ART D'ÉLEVER LES VERS A SOIE

Puisque chez nous le travail de l'homme se paie plus cher que partout ailleurs, il faut : ou bien diminuer autant que possible le travail payé et généraliser le système des éducations familiales ; ou bien, avec une main-d'œuvre donnée, obtenir des rendements supérieurs. Il faut, d'une part, diminuer les frais généraux, de l'autre augmenter, si l'on peut, la valeur marchande du produit. Il faut faire mieux ou davantage, mieux et davantage si possible.

On devra d'abord s'attacher à obtenir des rendements de plus en plus considérables ; mais pour atteindre ce résultat, il faudrait pouvoir arriver à immuniser complètement le ver à soie contre les diverses maladies dont il est la victime : la « Muscardine » sera vaincue en badigeonnant les murs des magnaneries avec du lait de chaux contenant du sulfate de cuivre, et en désinfectant par ce dernier sel tous les instruments qui servent à l'éducation. Quant à la « Flacherie », M. G. Coutagne, dans une étude très documentée de la question, disait qu'on peut la combattre par les sélections et les croisements :

« Mes recherches personnelles, dit-il, m'autorisent » à affirmer qu'au bout de 7 à 8 ans, une station sérieuse » cicole convenablement outillée, pourvue d'un personnel » suffisant, serait à même de présenter aux » sériciculteurs une race de vers robustes et résistants » à la « Flacherie » (1).

Se basant sur les oscillations du rendement de l'once d'une année à l'autre (33 kilogrammes en 1892, 44 en 1893), il estime à près de 30 % les plus-values dans la production que l'on pourrait obtenir de ce chef. Et il constate que si en Italie les rendements sont supérieurs aux nôtres (2), cela tient à ce que les

(1) G. Coutagne. — Du progrès à réaliser en sériciculture, p. 147, du *Laboratoire d'Etudes de la Soie*, 1893-94.

(2) Voir le tableau comparatif, p. 28.

Italiens ont créé chez eux des stations sérícicoles, des chaires de séríciculture et à ce qu'ils prodiguent à leurs agriculteurs les conseils des savants et des spécialistes.

En ce qui concerne les mûriers, loin d'en arracher, il faut en accélérer, autant que possible, la plantation : nous pourrions un jour craindre que la feuille vînt à manquer, et la récolte actuelle, estimée à 2.500.000 quintaux métriques, est à peine suffisante pour assurer une production maxima en cocons de 10-12 millions de kilogrammes. D'autre part, en multipliant les pépinières, en disséminant les arbres dans toute la région sérícicole, on éviterait d'avoir comme aujourd'hui des marchés de feuilles, où ce fourrage arrive quelquefois à se vendre 3 et 4 fois sa valeur. Nous avons en outre parlé d'un nouvel arbre, qu'on essaie d'acclimater en France, pour le substituer au mûrier : « En attendant, il est question, dit » sait M. Fougérol à la Chambre en 1891, de re- » planter des mûriers nains à feuilles précoces. Le » ver à soie et le mûrier se développent en effet pa- » rallèlement chaque année, et, à l'heure qu'il est, » quand le ver est tout jeune, on en est réduit à lui » donner des bourgeons ou de petites feuilles qui » n'ont pas encore atteint leur entier développement. » En cultivant des arbres à feuilles précoces, desti- » nés à la première phase de l'éducation, on épar- » gnerait les bourgeons des grands mûriers, et, les » feuilles pouvant se développer à leur aise, on

» réaliserait de ce chef une grande économie et on
» élargirait le champ de la production en cocons. »
Une chaire de sériciculture a été récemment créée à
Alais, pour étudier tout ce qui touche à cette branche
de l'Agriculture, notamment les pépinières de mûriers
et les nouveaux engrais applicables à leur culture.

Voilà de quoi produire davantage. Peut-on maintenant produire mieux ? Rapportons-nous en encore à l'expérience de M. Coutagne. Le problème se pose de la façon suivante : actuellement, il faut environ 11 à 12 kilogrammes de cocons pour filer 1 kilogramme de soie, autrement dit et pour employer un langage plus spécial, « le rendement du cocon à la bassine est 12 ». Peut-on toujours, par la sélection et les croisements, obtenir des races plus riches en soie, donnant par exemple un rendement de 11 ou 10 ? Certains progrès ont déjà été réalisés en Italie et cela, soit du fait de l'amélioration des races, soit par suite de la plus grande habileté des fileuses ou des procédés mécaniques employés. Mais si l'on s'en tient à la richesse absolue du cocon en soie, M. Coutagne est arrivé « en 6 ans de sélection, pour de petits élevages d'essai comparables entre eux, à une amélioration de 20 % ». Voilà qui laisse encore une belle marge au progrès. Il est bien évident, en effet, que plus le cocon sera riche en soie, plus sa valeur marchande augmentera : à Marseille, d'ailleurs, les cocons se vendent au rendement, et d'autant plus cher qu'ils sont plus soyeux.

Nous pourrions parler aussi des soins à donner à la graine, des stations d'hivernage, créées pour conserver cette précieuse semence à une température basse et constante. Nous pourrions citer l'opinion du fameux éducateur japonais Ouakaki-Mori-Koussi, qui préconise les vastes pièces aérées pour l'élevage des vers : « Plus les vers ont d'espace, plus ils consomment de feuilles et plus aussi les cocons sont riches en soie. » Il serait peut-être utile aussi d'adopter le système en usage dans le Frioul où, pour économiser la main-d'œuvre dans la cueillette, on distribue aux vers les branches garnies de feuilles. C'est aussi ce qu'on fait au Japon. Mentionnons encore les tentatives faites pour généraliser l'usage de fours publics destinés à l'étouffage des cocons (1). En permettant au sériciculteur de conserver par devers lui sa marchandise jusqu'au moment favorable pour la vente, on pense lui en faciliter le placement. Mais, là aussi, l'entreprise dépasserait les forces individuelles, car le petit producteur, dépourvu d'avances, est pressé de réaliser un bénéfice qui doit lui permettre de vivre.

Quoi qu'il en soit, en présence de toutes ces considérations, il semblerait difficile de ne pas conclure

(1) Il faut, en effet, dans les huit jours qui suivent l'achèvement du cocon, l'étouffer pour faire périr la chrysalide et dessécher la soie.

à la nécessité de grandes éducations, à la création de vastes entreprises séricicoles, munies de capitaux puissants, pouvant apporter à l'élevage des vers à soie, tous les perfectionnements ci-dessus énumérés. Mais un obstacle se dresse devant de si vastes organisations, c'est la main-d'œuvre. Ce qui semble plus praticable, c'est la création de Syndicats de petits propriétaires dirigés par des gens compétents : ils auraient à leur disposition des capitaux relativement considérables, qui leur permettraient, dans la limite même de l'éducation familiale, de marcher résolument dans la voie du progrès. En somme, il y a beaucoup à faire, beaucoup à apprendre, beaucoup à espérer. Il est impossible de prévoir les crises que cette industrie séricicole aura à traverser dans l'avenir, les difficultés qu'elle devra surmonter, mais jamais nous ne désespérerons du paysan français. Que ne pourra-t-il faire, protégé, dirigé, puisque dans son abandon d'autrefois, il a su par sa ténacité et son économie, avoir raison de tant de fléaux. Jetons d'ailleurs les yeux sur l'Etranger ; ce sera pour nous un enseignement.

PRODUCTION SÉRICICOLE DANS LE MONDE

Nous n'avons pas été les seuls à voir presque disparaître notre sériciculture ; nous n'avons pas été les seuls non plus à lutter contre le fléau, et l'exemple

des autres nations doit encourager nos producteurs et leur montrer que rien n'est perdu.

Avant la maladie, dans les bonnes années, l'Italie produisait jusqu'à 65.000.000 de kilogrammes de cocons représentant environ 4.600.000 kilogrammes de soie grège (1). D'après les statistiques de M. de Vecchi, cette production s'est abaissée, en 1864, à moins de 20.000.000 de kilogrammes de cocons ; aujourd'hui elle a considérablement augmenté et oscille entre 45 et 55 millions. Les rendements obtenus à l'once de graines, ont suivi la même marche ascendante et se sont montrés toujours supérieurs à ceux qu'on obtenait en France (2).

(1) C'est l'estimation donnée par le Gouvernement Italien, dans une note de 1862, sur l'industrie de la soie.

(2) *Rendements de l'once de graines (Italie-France)*

Années	Italie	France	Différence pour l'Italie
—	—	—	—
1878.	20.0	15.3	+ 4.7
1879.	13.1	10.5	+ 2.4
1880.	24.2	14.0	+ 10.2
1881.	25.0	24.7	+ 0.3
1882.	23.7	27.9	— 4.2
1883.	29.0	24.0	+ 5.0
1884.	25.8	»	»
1893.	40.34	»	»
1894.	37.88	43.9	— 6.0
1896.	48.99	42.0	+ 6.99
1897.	42.4	39.0	+ 3.4
1898.	»	37.2	»

Dans les pays du Levant (Turquie, Grèce, etc...) la production était, avant la maladie, de 14 à 16 millions de kilogrammes de cocons :

Turquie d'Europe	=	6.000.000 kilogrammes
Turquie d'Asie	=	9.000.000 kilogrammes
Grèce	=	1.000.000 kilogrammes

Elle est tombée en 1872 à 4,000.000, puis s'est relevée peu à peu (11 millions en 1897) grâce à l'importation de graines françaises. — Mentionnons encore l'Autriche-Hongrie (3 millions de kilogrammes) et remarquons en passant, que dans ce pays la sériciculture a été implantée presque de force par le Gouvernement qui achète lui-même les cocons et les file pour son propre compte dans les deux grandes filatures de Pansova et de Neusatz, dont la soie est vendue à Vienne et à Lyon. Si l'on additionne les productions de tous les pays d'Europe et des pays du Levant, on en arrive à constater qu'elles n'ont pas cessé de diminuer, alors que la production mondiale continuait lentement, mais sûrement, sa marche en avant, ainsi que cela résulte du tableau ci-après :

Tableau

Moyenne des récoltes mondiales depuis 1881

(D'après les statistiques de l'Union des marchands de soie de Lyon)

de 1881 à 1885	9.438.000 kilos
de 1886 à 1890	11.600.000 —
de 1891 à 1895	15.295.000 —
de 1896 à 1900	17.053.000 —
en 1901	19.229.000 —
en 1902	18.764.000 —
en 1903	18.135.000 —
en 1904	20.268.000 —

Cet accroissement, nous ne devons pas le chercher ailleurs qu'en Chine et au Japon : si dans les 20 dernières années, l'augmentation dans la production a été de 11 millions, nous devons au moins pour les deux tiers la répartir entre ces deux pays.

Quelle conclusion dégager de ces chiffres ? Que penser ? Est-ce la marche des exportations d'Extrême-Orient qui se règle sur la production de l'Occident, ou bien, sont-ce, au contraire, les filateurs et les sériciculteurs occidentaux qui, découragés par l'invasion des marchandises chinoises et japonaises, ne pouvant plus placer leurs soies, en restreignent la production ?

Il y a place pour les deux opinions. Vers 1850-55, en effet, notre grande fabrique lyonnaise a été obligée de recourir, plus qu'auparavant, aux soies d'Extrême-Orient, parce que la production occidentale, éprouvée par les diverses maladies du ver à soie,

était devenue insuffisante. Ces soies, une fois introduites chez nous, ont pris une place à part sur notre marché ; elles y ont trouvé des emplois spéciaux et se sont rendues sinon indispensables, du moins fort difficiles à remplacer.

De plus, le percement de l'isthme de Suez facilita singulièrement ces relations commerciales ; alors, quand la production européenne se fut relevée de ses désastres, elle trouva dans bien des cas sa place prise sur le marché, et nous allons voir comment, mal armée pour la lutte, la filature française, en particulier, n'a pas su reconquérir le rang qu'elle occupait jadis.

CHAPITRE PREMIER

Section Première

LA BAISSÉ DE LA SOIE GRÈGE DEPUIS 1869

1^o BAISSÉ GÉNÉRALE DES COURS DE LA SOIE DEPUIS 1869

La décadence de notre filature française tient à deux causes qui sont intimément liées l'une à l'autre : d'une part, les conditions économiques de la production, d'autre part les variations du marché. Nous allons étudier d'abord la baisse de la soie depuis 1869-1870, et ensuite nous chercherons à prouver qu'étant donnés les cours actuels de la soie, notre filature, abandonnée à ses propres forces, ne peut lutter contre la concurrence étrangère.

La soie n'est plus aujourd'hui, comme il y a 30 ans, un produit de luxe ; un des phénomènes caractéristiques de la fin du siècle dernier a été la « démocratisation de la soie ». Ce qui était autrefois l'apanage des gens riches, s'est répandu peu à peu dans

les diverses couches de la société. Depuis 10 ans, la consommation de la soie en Europe et en Amérique s'est accrue dans une proportion de 25 %. Cette extension de l'industrie soyeuse est due, en grande partie, à la baisse continuelle des cours de la soie grège depuis 1869, baisse qui est venue mettre les étoffes de soie à la portée d'un grand nombre de bourses.

Si nous prenons par exemple les estimations de la « commission permanente des valeurs de douane », la grège, qui valait en 1869, 68 francs à l'importation et 79 francs à l'exportation, n'était plus, en 1896, que de 34 et 40 francs le kilogramme, soit une baisse de 50 %. La soie française, qui valait à Lyon, en 1872, 99 francs, tombait à 42 francs en 1897. Quelles ont été les causes de la baisse ?

*Prix moyen des soies grèges d'après la Commission
des valeurs de Douane*

Années	Importation	Exportation	
1867-69	67 90	79 10	le k. soie grège
1870-72	67 30	76 »	—
1873-75	49 80	57 80	—
1876-78	54 50	58 50	—
1879-81	44 60	51 »	—
1882	44 »	50 »	—
1883	41 »	47 »	—
1890	43 »	50 »	—
1896	34 »	40 »	—
1904	44 50	45 »	—
1905	46 »	46 »	—

L'étude de cette question comportera deux points différents ; nous chercherons d'abord les causes générales de la dépréciation des soies, et ensuite nous remarquerons que, parmi les diverses sortes de grèges qui se vendent sur nos marchés, il en est, les soies françaises notamment, dont la baisse a été plus profonde ; nous nous demanderons à quoi tient ce phénomène.

Le fléchissement considérable et général des cours de 1872 à 1897 est la résultante de divers facteurs qui sont tous venus accroître sur notre marché l'offre de la soie grège. Nos importations ont en effet augmenté, dans de très grandes proportions, et depuis 1872 ont plus que doublé, passant de 3.500 kilogrammes à 7.700.000.

Importations des soies grèges en France

1827-36. . .	248 000 kil.	1890. . .	4.000.000 kil.
1837-46. . .	534.000 —	1891. . .	5.400.000 —
1847-56. . .	1.000.000 —	1892. . .	5.900.000 —
1857-66. . .	2.200.000 —	1893. . .	5 100.000 —
1867-76. . .	3.200.000 —	1894. . .	6.300.000 —
1877-86. . .	3.800.000 —	1895. . .	6.200.000 —
1887. . . .	4.700.000 —	1896. . .	4.600.000 —
1888. . . .	3.600.000 —	1897. . .	7.700.000 —
1889. . . .	5.300.000 —	1904. . .	7.312.700 —
		1905. . .	5.873.400 —

La fabrique française est loin de consommer de telles quantités : elle absorbait, en 1872, 2.200.000 kilogrammes, elle en absorbe aujourd'hui

4.300.000. Le restant des stocks non employés par nous, est donc monté de 1.300.000 kilos à 3.400.000. Ces soies-là sont utilisées par le tissage suisse ou allemand ; mais rien d'étonnant à ce que les cours aient fléchi en présence de telles masses cherchant à se placer ; et ce qui contribue aussi à peser sur les cours, ce n'est pas seulement l'augmentation de l'offre des soies sur notre marché, c'est encore l'existence de quantités énormes restées dans leur pays d'origine, qui demeurent à l'état d'offre possible, qui peuvent, d'un moment à l'autre, dès que les circonstances se montreront favorables, arriver à l'improviste dans nos ports et se présenter inopinément à la consommation européenne.

Enfin, Lyon n'est plus, comme autrefois, le seul grand marché de la soie. D'autres sont nés, à Milan, Yokohama, New-York, se fixant dans les centres de grande production ou de grande consommation, et leur importance est devenue si grande qu'aujourd'hui, loin de diriger la cote, nous subissons les cours internationaux. Ce n'est donc plus seulement chez nous, c'est en Italie, en Extrême-Orient, en Amérique, que l'offre des soies va toujours croissant.

Cet état de choses est la conséquence du progrès, développement de la production en Chine et au Japon, abaissement du prix de transport, célérité des communications. Le nivellement des cours de la soie sur toute la surface du globe est tel, qu'une différence de 1 ou 2 francs dans le prix d'un kilogramme de soie

suffit pour déplacer provisoirement le marché. La baisse du métal blanc, en outre, favorisant l'exportation des pays à étalon d'argent, est venue précipiter encore la baisse de la soie.

2° CAUSES DE LA BAISSÉ DES GRÈGES. — EXPORTATION CROISSANTE DU JAPON ET DE LA CHINE. — CRÉATION DANS CES DEUX PAYS DE FILATURES A L'EUROPÉENNE.

A. *Japon*. — Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la production de la soie au Japon était limitée aux besoins de la consommation indigène, mais, en 1858, l'ouverture du port de Yokohama et l'arrivée de quelques étrangers firent tripler, dans le pays, les cours de la soie, qui devint rapidement un article d'exportation (1). Ces premières soies exportées étaient irrégulières, mal filées ; le gouverneur de la province de Kikusen, prévoyant l'avantage de produire des soies de meilleure qualité, fit construire à Owatori une première filature européenne dont les résultats furent assez satisfaisants. En 1871, le gouvernement lui-même, dans le but d'assurer l'avenir et le développement du produit le plus important du pays, fit

(1) Renseignements et chiffres pour la Chine et le Japon extraits de Natalis Rondot et du rapport de M. Gratien Armandy, sur la soie à l'Exposition de Lyon en 1894. Rapport de M. Chabrières sur l'exposition de Chicago.

établir à Tomioka une filature modèle de 300 bassines du meilleur système connu et avec tous les procédés européens les plus perfectionnés. La direction de cette filature fut confiée à un Français, M. Brunet. Avec le concours de quelques surveillants et maîtresses d'ouvrières françaises, il eut bientôt formé un nombre suffisant d'ouvrières japonaises et placé cette filature sur le meilleur pied de production. Dès ces premiers essais, cette soie fut classée parmi les qualités les plus estimées et prit une grande place dans notre fabrique lyonnaise. D'autre part, comme le dit M. Jules Roche, ministre du Commerce, à la tribune de la Chambre : « L'Etat s'est fait au Japon, par l'entremise » de ses propres agents, reproducteur de graines sélectionnées à l'aide de procédés microscopiques, il » s'en est fait aussi le vendeur auprès de ses sujets » sériciculteurs. » (9 juin 1891.)

En même temps que la production s'améliorait, le gouvernement, qui participait dans une large mesure aux produits de la soie, voulut en assurer le débouché commercial.

Exportation des soies du Japon

1868-70. . .	530.000 kil.	1890. . .	2.342.000 kil
1871-73. . .	686.000 —	1893. . .	2.685.000 —
1874-76. . .	811.000 —	1894. . .	3.084.000 —
1877-79. . .	970.000 —	1895. . .	3.410.000 —
1880-82. . .	1.242.000 —	1896. . .	2.999 000 —
1882. . . .	1.744.000 —	1897. . .	3.507.000 —
1885. . . .	1.935.000 —	Aujourd'hui	7.800.000 —

Comprenant tout l'avenir du marché américain, il envoya à plusieurs reprises des délégués à New-York, pour se rendre compte des besoins de la fabrique américaine encore naissante et chercher à y établir les mêmes relations qui existaient déjà avec l'Europe. Quelques filateurs, appréciant également pour eux l'importance de ce débouché, envoyèrent des balles de soie en consignment à New-York. D'autres y établirent des agents dans le but spécial de se pénétrer exactement des besoins de la fabrication et d'y conformer leurs produits. Et, de fait, il s'est produit dans l'exportation des soies du Japon un déplacement très significatif. Londres, qui en bénéficiait autrefois presque exclusivement, s'est vu enlever la première place par Lyon, et à l'heure qu'il est c'est New-York qui nous a supplantés. La grande extension de la fabrique américaine dans ces dernières années a enlevé à Lyon la prépondérance du marché des grèges. Quoi qu'il en soit, la filature au Japon a fait d'immenses progrès, l'exposition de Chicago groupait 110 exposants japonais, dont 109 exposaient collectivement sous la raison sociale « Doshin Silk Company Limited, à Yokohama, New-York et Lyon ».

Tableau

Part dans les exportations du Japon, de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, de la Suisse et de l'Italie

Années	Angleterre	France	Etats-Unis	Italie et Suisse
1859-63.	100 %	»	»	»
1863-50.	62 %	38 %	»	»
1870-78.	53 %	46 %	1 %	»
1878-80.	25 %	50 %	25 %	»
1880-85.	14 %	51 %	35 %	»
1885-90.	3 %	41 %	56 %	»
1890-95.	2 %	40 %	54 %	4 %
1896.	1 %	38 %	52 %	9 %
1897.	1,5 %	25 %	65 %	8,5 %

Ce puissant groupement d'industriels peut à lui seul donner une idée du développement de la filature de soie au Japon.

B. *Chine*. — La Chine a été plus longue à se mettre au courant des découvertes européennes. Les premiers essais de filature en Chine ont été faits à Shanghai, vers 1866, sous l'impulsion d'un mandarin particulièrement initié au commerce de la soie, et à l'aide de capitaux anglais. La direction et les connaissances techniques faisant défaut, cette filature, après une série d'expériences peu encourageantes, dut cesser sa production et rester fermée pendant plusieurs années.

En 1875, notre compatriote, M. Brunet, est appelé à Shanghai par la maison Russel et C°, pour réor-

ganiser cette filature, dite *Keechong*. Il y réussit pleinement, et un assez grand nombre d'autres filatures furent créées dans les environs de Shanghai. Mais elles faillirent toutes sombrer dans une crise économique résultant de la concentration en un même point d'un trop grand nombre d'établissements. Les autorisations accordées par le gouvernement chinois ne s'étendaient qu'à un territoire assez restreint et, d'autre part, les capitalistes se montraient peu disposés à aventurer leurs fonds au cœur d'un pays mal connu et dont les habitants passaient pour hostiles à toute entreprise étrangère. Pour ces deux raisons, on s'était cantonné autour de Shanghai et, la spéculation aidant, le nombre des usines s'était trouvé en disproportion avec les forces productives de la région. La matière première atteignit des prix déraisonnables et la concurrence devint impossible avec la filature indigène. Si les Chinois filaient à la main des soies irrégulières, grossières, du moins avaient-ils toujours la matière première à leur portée, et c'était pour eux un grand avantage.

On put croire un moment qu'il ne resterait plus en Chine une seule filature à l'européenne. Mais ce ne pouvait être là qu'une crise passagère, et, à mesure que le pays se laissait pénétrer davantage aux idées nouvelles, les communications devenaient plus faciles et les cocons des provinces les plus reculées purent bientôt venir se faire filer dans les nouvelles usines. Les industriels eurent à leur disposition des

stocks considérables et très variés, en sorte qu'ils pouvaient choisir les plus beaux types pour les mettre en œuvre. La soie des filatures chinoises est aujourd'hui très appréciée par les fabricants de soieries et vaut presque aussi cher que la soie française.

Le champ d'exploitation de la filature s'élargit, les usines se multiplièrent le long de la côte, notamment dans les environs de Canton, et aujourd'hui l'impulsion définitive semble bien donnée.

En 1879, il existait 2.500 bassines à l'Européenne

En 1883, — 9.000 — —

En 1887, — 25.000 — —

En 1895, — 60.000 — —

produisant environ 3.800.000 kilos de soie grège.

3° DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE TRANSPORT

RAPIDITÉ DES COMMUNICATIONS

L'essor de la sériciculture en Chine et au Japon était une conséquence bien naturelle du développement des moyens de communication avec l'Europe et l'Amérique. Ce fut vers 1854, que la France entra pour la première fois en relations directes avec la Chine. En 1862, au moment où, à la suite des traités de commerce de 1860, le tissage anglais dépérissait, et, par suite, les grèges tendaient à désertir le marché anglais pour se porter vers Lyon, centre de grande consommation, les négociants demandèrent au

gouvernement impérial et obtinrent de lui un service spécial de messageries pour le transport des soies d'Extrême-Orient en France. Ce transit prit une grande extension, ainsi qu'il résulte des chiffres ci-dessous :

Soies transportées par les bateaux à vapeur de la Compagnie des Messageries maritimes

Périodes triennales	De Shang-Haï à Marseille	De Hong-Kong à Marseille	Totaux
1863-1865	8.380 balles (1)	964	9.344
1866-1868	10.478 —	1.586	12.064
1869-1871	7.325 —	1.672	8.997
1872-1874	12.774 —	4.629	17.403
1875-1877	23.825 —	4.923	28.478
1878-1880	36.766 —	4.619	41.384
1881-1883	39.843 —	5.022	44.865

« Au début de l'entreprise, le fret de la soie de
 » Shanghaï à Londres n'était jamais moins de 11
 » taëls par balle de 48 kil. 500, et le taël valait à
 » cette époque 7 fr. 50. Aujourd'hui (c'est en 1884
 » que se place M. Natalis Rondot) le fret de Shan-
 » ghaï à Marseille ou à Londres n'est plus que de 3
 » taëls, et le taël ne vaut plus que 6 fr. 25. De 82 fr. 50,
 » le fret est tombé à 18 fr. 75, la baisse est donc de

(1) Une balle = 48 kil. 5. Chiffres extraits de Natalis Rondot.

» 77 %. » A l'heure actuelle, le fret est de 2,5 taëls, et le taël vaut de 3 fr. 50 à 3 fr. 75, soit 8 fr. 75 à 9 fr. 50. Cette baisse considérable vient en partie du percement de l'isthme de Suez, qui a réduit de moitié la distance entre la France et la Chine ou le Japon. Les cours de la soie, en effet, accentuent leur baisse à partir de cette époque, après une reprise assez sérieuse due en grande partie à la hausse de l'argent. Ce qui a influé le plus sur le cours, c'est encore la rapidité de plus en plus grande des communications. Autrefois, lorsqu'il fallait des mois entiers pour se mettre en rapports avec l'Extrême-Orient, si le stock de soies disponibles sur notre marché était épuisé, les cours remontaient très vite et les importateurs chinois n'arrivaient pas à temps pour profiter de la hausse. Aujourd'hui, si un tel phénomène d'absorption vient à se produire, le négociant de Chine ou du Japon est immédiatement mis au courant par le télégraphe, des variations de la cote et peut, en moins de deux mois, expédier des quantités assez considérables pour ramener les cours à leur moyenne normale.

Ainsi donc, ce ne sont pas seulement les importations toujours croissantes de soies d'Extrême-Orient qui sont cause de la baisse, c'est encore l'existence de ces stocks presque inépuisables, si on les compare à notre consommation actuelle. La grèges venant à faire défaut à un moment donné, la hausse en sera toujours limitée et son maximum atteint,

lorsque ces puissantes réserves, non offertes, mais demeurées à l'état d'offre possible, auront intérêt à désertier les marchés extra-européens pour venir se faire vendre sur les nôtres.

4° BAISSÉ DU MÉTAL BLANC

La dépréciation de l'argent est encore venue ajouter son influence et contribuer à la baisse des soies.

Les pays d'Extrême-Orient à étalon d'argent, ont bénéficié, depuis 1875 seulement, de la prime à l'exportation d'une circulation dépréciée, et les gains réalisés de ce fait par les industriels japonais et chinois, vont s'accroissant à mesure que s'accroît la déchéance du métal blanc. C'est là, certainement, un état de choses qui ne peut durer, une situation artificielle qui trouvera sa fin dans la réforme des systèmes monétaires de ces pays ; mais il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui ceux qui peuvent en profiter ont en elle un stimulant à l'exportation. Ce phénomène a été étudié assez longuement dans les diverses revues économiques à propos du système monétaire de l'Inde, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'entrer à son sujet, dans trop de détails. Remarquons simplement qu'il y a une concomitance constante entre les cours de la soie et la cote de l'argent, les hausses et les baisses de l'une correspondant presque toujours à des mouvements analogues de l'autre.

Si nous regardons la courbe de l'argent métal, à Londres, depuis 1875, nous voyons que, deux fois, les prix se sont relevés d'une façon très sensible : en 1876-77, l'argent monte à 58 1/2 pence, et en 1890 à 54 5/8 pence, faisant chaque fois des sauts de plus de 10 pence. En ce qui concerne les soies grèges, nous voyons que la soie d'Italie monte de 69 francs en 1875, à 78 francs en 1876-78, pour retomber, en 1879, à 61 francs ; celle du Japon monte de 56 francs à 65 francs et revient à 54 francs ; celle de Canton, de 44 francs à 56 francs, et tombe à 50 francs, etc... En 1890, au moment du vote du Shearman Act par les Etats-Unis, l'argent monte de 42 3/16 à 54 1/2 pence. On pouvait lire à cette époque dans *l'Economiste français* :

« 31 mai 1890.— Toutes les soies asiatiques ont augmenté de 4 à 5 %, cette hausse atteint en ce moment-ci 8 à 10 10 % et peut arriver à 16 et 20 %, si, comme tout le fait prévoir, les Etats-Unis donnent suite au bill relatif au monayage de l'argent voté déjà par les deux Chambres.

» 30 août 1890. — Depuis le dernier bulletin, le cours des soies s'est solidement maintenu pour toutes les sortes de grèges, il a même fait un grand pas en avant pour toutes les soies d'Asie. Cette plus-value est la conséquence de la hausse du change sur les marchés orientaux, favorisée par le « Silver Bill » américain.

» 27 septembre 1890. — Depuis notre dernier bulletin, la difficulté de s'approvisionner de soies asiatiques sur les marchés de production, où les cours, majorés par le prix du change sont toujours de 2 francs plus élevés que sur notre place, a fait rechercher, à Londres comme à Lyon, tout ce qui était disponible en soies de Canton, Chine et Japon. Les détenteurs qui ont consenti à vendre ne l'ont fait qu'avec une hausse sensible.

» 1^{er} novembre 1890. — Le cours des soies, entraîné par la baisse (momentanée, croyons-nous) du change sur les marchés orientaux, a subi une dépréciation qui varie de 3 à 6 % sur toutes les provenances asiatiques. »

Il semble donc difficile de nier l'influence considérable du change sur les marchés orientaux, et, par suite, de la valeur de l'argent sur les cours de la soie.

Voici donc, en résumé, à quoi peut être attribuée la baisse générale des soies depuis 1872 : développement de la production d'Extrême-Orient, facilité toujours plus grande des communications, création de nouveaux marchés dans les centres de production et déplacement relatif de la consommation (fabrique américaine). Enfin, toutes ces causes aggravées encore par la baisse de l'argent métal.

5° DÉPRÉCIATION PROPORTIONNELLEMENT PLUS FORTE DES
SOIES DE FRANCE ET D'ITALIE

En même temps que l'offre des soies d'Extrême-Orient allait augmentant, entraînant avec elle une baisse générale des cours, d'autres facteurs entraient en jeu dont l'action allait déprécier encore davantage certaines qualités de soies, notamment les françaises et les italiennes. A mesure que les soies japonaises et chinoises entraient pour ainsi dire dans nos mœurs, on apprenait à mieux les connaître et à utiliser le plus avantageusement possible leurs qualités particulières.

Au XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e, les soies de l'Inde et de la Chine étaient réputées de qualité supérieure à celles de l'Italie et de la France, et on en faisait un grand usage. La Compagnie des Indes voulut même en faire rendre l'usage obligatoire pour la fabrication de certaines étoffes et la fabrique de Lyon, résistant à cette prétention, soutint un long procès qu'elle gagna. La Chambre de commerce de Lyon, instituée en 1702, intervint au cours de ce procès ; il fut établi par des expertises que les soies de France, comme celles d'Italie, pouvaient remplacer les soies de l'Inde et de la Chine, mais que la soie de Chine, la soie blanche de Nankin, comme on

l'appelait alors, était indispensable pour le tissage des gazes et des dentelles.

En 1781, cette soie fut frappée à l'entrée d'un droit de 5 % ; les fabricants de gazes de Paris et de Lyon sollicitèrent la levée de ce droit, et l'on voit dans le mémoire qu'ils adressèrent à ce sujet au Conseil du Roi (1) que la soie de « Nankin » était encore la seule dont ils fissent emploi ; ils en consommaient de 100 à 120.000 livres par an.

Pendant près de 80 ans, les fabricants de Lyon ne se sont plus servis des soies d'Asie, et l'on avait même perdu tout souvenir de leur nature et de leur qualité, si bien que, quand on eut recours à ces soies en 1860-65, à la suite des ravages de l'épidémie, on passa plusieurs années à essayer de les rendre propres par l'ouvraison (2) à nos fabrications, et de leur faire prendre la place de nos soies qui faisaient défaut.

On y a si bien réussi, que lorsque la sériciculture européenne s'est reconstituée en partie, lorsqu'elle est

(1) Archives de la Chambre de Commerce de Lyon.

(2) L'ouvraison ou moulinage de la soie grège consiste à faire subir à la soie diverses torsions qui la rendent propre au tissage. Les soies ouvrées se divisent en *chaîne* et *trame*. La chaîne est, en quelque sorte, le cadre de l'étoffe ; la trame vient remplir ce cadre. Depuis quelques années, on commence à tisser les soies grèges directement sans moulinage ; c'est une menace grave suspendue au-dessus de cette branche de l'Industrie.

venue offrir ses produits à la consommation, elle a trouvé sa place occupée presque partout.

C'est là un phénomène assez analogue à celui qui avait déplacé l'industrie sucrière pendant le blocus continental. De même qu'alors, on avait substitué entièrement le sucre de betterave au sucre de canne, de même, en 1860, remplaça-t-on nos produits par les grèges d'Extrême-Orient. Sucre de canne et soies européennes ont trouvé porte close et n'ont jamais pu reconquérir leur ancienne suprématie sur le marché.

Cette défaveur, dont souffrent les produits français et italiens surtout, s'est traduite, depuis 1870, par une baisse plus forte pour eux que pour les soies sino-japonaises. Si nous prenons par exemple les chiffres de 1870-72 et de 1898, nous voyons que la soie française ou italienne passe : de 91 fr. 60 à 45 francs, soit baisse 51 % ; la soie Japon, de 75 fr. 80 à 44 francs, soit baisse 41,5 % ; la soie Chine Canton, 50 fr. 70 à 34 francs, soit baisse 32,9 %.

Tableau

*Cours des soies depuis 1869 : Françaises, Italiennes
Japonaises, Chinoises (Canton)*

Années	Françaises, Italiennes 1 ^{er} ordre	Japon 1 ^{er} ordre	Chine Canton
1867-69	98 30 le kil.	79 40 le kil.	» le kil.
1870-72	91 60	75 80	50 70
1873-75	69 30	56 80	33 50
1876-78	78 50	65 80	36 60
1879-81	61 40	54 00	36 40
1882	57 00	48 00	30 00
1883	53 00	46 50	30 00
1888	45 00	40 00	29 00
1890	53 00	49 50	35 50
1895	51 00	45 00	35 00
1896	43 00	40 00	32 00
1897	42 00	41 00	32 00
1898	45 00	44 00	34 00
1899	50 00	49 50	40 00
1904	45 00	42 50	35 50
1905	46 00	45 00	36 00

A quoi attribuer ce phénomène ? D'abord, à l'amélioration des soies orientales. En même temps que les créations de filatures à l'européenne permettaient d'obtenir des rendements en soie supérieurs de 30 % à ceux que donnait la filature indigène agricole, les nouvelles usines produisaient des soies presque aussi bien filées que les nôtres et qui pouvaient, dans bien des cas, rivaliser avec elles. Il n'y a plus qu'une bien faible différence aujourd'hui, entre nos plus

beaux produits et les belles soies du Japon. Si nous prenons, d'ailleurs, les cours en 1883 et mai 1899, la soie française de premier ordre a à peu près la même valeur (53 francs en 1883 et 54 francs en 1899), tandis que la soie japonaise, qui n'était payée que 46 fr. 50 en 1883, vaut 42 fr. 50 en 1899.

Cependant les soies européennes ont encore certains avantages sur les autres, elles sont plus élastiques et offrent plus de résistance à la rupture. Alors que la soie de France a une ténacité représentée par 12 et une élasticité représentée par 14,4, la soie chinoise a une ténacité de 4,3 et une élasticité de 7,3. Et pourtant nos produits sont délaissés proportionnellement aux autres.

En ce qui concerne les soies à bon marché de Chine, cela s'explique par la consommation toujours croissante des étoffes à prix modiques. Tant que les consommateurs auront en vue surtout le bas prix du tissu, la demande de ces soies ne diminuera pas.

Mais, en dehors de ces considérations, les soies orientales possèdent, de par leur nature même, des qualités dont les nôtres sont dépourvues en partie. Ce n'est qu'à force de les employer dans la fabrication qu'on s'est rendu compte des avantages qu'elles présentaient.

Ainsi, les soies du Bengale sont plus brillantes que les nôtres, et pour les chapeaux hauts de forme, par exemple, on les emploie de préférence aux nôtres, parce qu'elles peuvent subir les opérations de tein-

ture, les surcharges, sans rien perdre de leur brillant.

Il en est de même pour la fabrication des parapluies, comme le faisait remarquer M. Jonnart.

« Si notre vénéré doyen, M. de Gasté, nous pré-
» sidait, je lui demanderais respectueusement de me
» confier pour quelques instants le parapluie qui sou-
» tient sa verte vieillesse. Il me servirait à vous dé-
» montrer que les soies de France valent moins pour
» les parapluies que celles de Chine ou de Canton.
» Il faut des soies qui couvrent bien, qui ne soient
» pas formées de fils cylindriques juxtaposés, mais
» de fils se confondant en une masse compacte, de
» telle sorte qu'en ouvrant le parapluie, on ne voie
» pas clair au travers, et qu'on se sente mieux pro-
» tégé. » (*J. Off.*, 4 juin 1891.)

Ici, c'est un défaut des soies de Canton qui les rend mieux utilisables. Elles sont, en effet, plus duveteuses, comme le dit M. Jonnart, et c'est là, dans la généralité des cas, une cause de moins-value. Ici, c'est le contraire.

Les soies d'Asie ont plus d'aptitudes à prendre les nuances, et cette aptitude est une qualité de premier ordre quand il s'agit de satisfaire à la nécessité de tissus variant à chaque instant suivant les exigences de la mode.

Enfin, dernier avantage : les soies d'Asie perdent moins au décreusage que les nôtres. Le décreusage est une opération qui consiste à soumettre la soie à un bain de savon bouillant dont l'action dissolvante

met la soie à nu en enlevant toute la gomme naturelle sécrétée par le ver à soie.

Mais la grège, qui y est soumise avant le moulinage, perd une partie de son poids correspondant à la gomme dont on l'a dépouillée. Les soies de Chine et de Japon renferment moins de gomme et subissent une perte moins considérable que les soies jaunes de France ou d'Italie (17 % au lieu de 25 %). Cela fait encore pour elles un avantage de 8 % des prix. On paiera, en effet, le kilogramme de grège, proportionnellement à la quantité nette de soie qui restera après décreusage.

Voilà donc toutes les causes qui sont venues favoriser la vente des soies d'Asie, moins chères pour les tissus à bon marché, et souvent plus utilisables que les nôtres.

La situation faite à nos filateurs est celle-ci : baisse générale des prix, baisse plus profonde encore pour les soies européennes. Dans quelles conditions alors s'établit la concurrence avec l'Extrême-Orient ? et, en Europe même, quelle est la position du filateur français vis-à-vis de l'italien ?

Section II

SITUATION DU FILATEUR FRANÇAIS EN FACE DE LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

1° POSITION AVANTAGEUSE DU PRODUCTEUR D'EXTRÊME-ORIENT

Outre le bénéfice considérable du change, dont nous avons dit quelques mots plus haut et sur lequel nous ne reviendrons pas, le producteur d'Extrême-Orient a pour lui une matière première meilleur marché et une main-d'œuvre avilie. Ces trois forces concentrées en un même point, constituent pour l'Industrie Orientale, une puissance invincible. Agissant séparément, elles lui conféraient déjà un avantage de premier ordre.

Prenons d'abord la main-d'œuvre. Une journée d'ouvrière est payée 1 fr. 50 en France ; en Chine le salaire maximum est de 0 fr. 50. En prenant pour base une production annuelle de 60 kilos pour 300 journées de travail et en adoptant pour les frais généraux le chiffre généralement admis de 80 % de la main-d'œuvre ouvrière, les frais pour un kilogramme de soie sont en France de 13 fr. 40 et en Chine d'à peu près 4 fr. 35. Il est d'ailleurs difficile de se

rendre compte exactement du prix de revient de un kilo de soie en Chine, le raisonnement ne s'étayant sur aucun chiffre sérieux. Mais la concurrence terrible de main-d'œuvre faite aux Américains par les Chinois des Etats-Unis, et les mesures si sévères prises par le gouvernement de Washington, pour se défendre contre la race jaune, prouvent assez l'énorme différence qui peut exister entre les salaires. D'autre part, si l'on remarque que les races de vers à soie élevées en Chine sont polyvoltines, c'est-à-dire donnent deux ou même plusieurs récoltes par an, on s'expliquera que les producteurs de cocons puissent réaliser des bénéfices tout en vendant moins cher que nous. Enfin, la production des cocons étant disséminée sur d'immenses étendues de territoire, les dangers d'épizootie générale sont presque écartés et les maladies qui frappent le ver restent toujours localisées dans telle ou telle province sans se propager à travers toute la région séricicole. Etant données les conditions actuelles de la sériciculture en Chine, toute lutte serait impossible si nous n'avions pas encore pour nous des procédés généralement plus perfectionnés, et des races encore supérieures.

2° CONDITIONS DE LA CONCURRENCE AVEC L'ITALIE

Mais, en Europe même, la concurrence est active, et la France d'une part, l'Italie de l'autre, se disputent la première place sur les marchés européens.

Disons tout de suite que, comme qualité, les plus belles soies françaises et italiennes se valent à peu près. Elles sont cotées presque toujours au même prix, et le fabricant n'a pas souvent de raisons pour préférer l'une à l'autre. Etant donné un prix de vente uniforme, l'étude des conditions de la lutte économique entre ces deux pays, se ramène à une comparaison des prix de revient.

Le prix des cocons est le même en Italie et en France. Nous allons donc nous occuper exclusivement des frais de main-d'œuvre ouvrière proprement dite et frais généraux (les chiffres suivants sont extraits d'une « note sur la production des filatures de soie en France et en Italie », publiée à Lyon au mois d'avril 1897).

A. *Filature française.* — La production d'une bassine, sans services auxiliaires, c'est-à-dire sans batteuse ni purgeuse (1) est de 250 grammes au maximum, par journée de 10 heures, pour une filature produisant de belles soies d'un titre moyen de 10/12 (2).

Il faut donc à une ouvrière, filant à cette bassine, quatre journées pour faire un kilogramme de soie; la journée étant payée 1 fr. 50, le kilo de soie coûtera, pour la main-d'œuvre de l'ouvrière, 6 francs.

(1) Voir page 123.

(2) Voir pages 113-122.

Les frais généraux dont les détails suivent, sont en chiffres ronds, de 1 fr. 20 au minimum, par bassine et par jour. L'ouvrière ayant mis quatre jours à faire un kilogramme de soie, c'est donc une somme de quatre fois 1 fr. 20 à ajouter au prix de la main-d'œuvre, ou 4 fr. 80. Soit pour la façon de 1 kilogramme de soie, un coût total de 10 fr. 80.

Détail des frais généraux pour une filature de 100 bassines

Combustible	7.000 fr. par an	
Eclairage	2.000	—
Frais divers, étiquettes, cordonnet, graissage, etc	800	—
Direction, sous-direction	3.400	—
Location	5.000	—
Réparations	3.500	—
Patente	1.000	—
Assurances.	700	—
Voyages.	600	—
Toiles	550	—
Emballeur	450	—
Balais de Bruyère	580	—
Frais de bureau	470	—
4 surveillants à 2 francs par jour	2.160	—
1 plieuse à 1 fr. 75 par jour	472 50	—
10 trieuses 1 fr. 10 par jour	2.970	—
1 chauffeur à 3 fr. par jour	945	—
Total	32.597 50	—

En évaluant à 300 journées la durée du travail effectif de la filature pendant une année, et en divisant par 300 la somme de 32.597 fr. 50, on verra que l'es-

timination généralement admise de 1 fr. 20 par bassine et par jour pour les frais généraux, reste plutôt au-dessous de la réalité.

B. *Filature italienne.* — La production d'une bassine sans services auxiliaires, c'est-à-dire sans batteuse ni purgeuse, pour une filature produisant de bonnes soies, est de 400 grammes par jour.

Cette augmentation de production par rapport à la bassine française, provient d'abord de la journée de travail, qui est, en moyenne, de 12 à 13 heures, quand elle ne dépasse pas cette durée ; au lieu que chez nous elle n'est que de 10 heures (1).

Elle provient, en outre, de ce que les ouvrières sont plus souples, plus laborieuses et surtout plus nombreuses. Il n'y a pas, en Italie, comme trop souvent en France, pénurie de personnel. L'offre de la main-d'œuvre dépasse sensiblement la demande ; il est donc possible d'obtenir une plus grosse somme de travail. Aussi, cette production journalière, évaluée à 400 grammes, est-elle plutôt un minimum.

Il faut donc à une ouvrière deux jours et demi pour faire un kilogramme de soie.

La journée est payée à raison de lire 0,90 à 1 lire ;

(1) Il est vrai de dire que cet avantage au profit de l'Italie a beaucoup de chances de disparaître bientôt, car une loi nouvelle limite à onze heures la durée de la journée de travail des femmes.

calculée en francs avec une charge de 6 %, elle n'est plus que de 0 fr. 85 à 0 fr. 95 centimes ; qu'on l'évalue même, si l'on veut, à 1 franc, le coût du kilogramme de soie sera, pour la main-d'œuvre de l'ouvrière, de 2 fr. 50. En calculant les frais généraux d'après ceux de la filature française, mais en tenant compte de la diminution du salaire et du change, nous serons plutôt au-dessous de la vérité en fixant ces frais à 1 franc par bassine et par jour. L'ouvrière ayant mis deux journées et demie pour faire un kilogramme de soie, c'est encore une somme de 2 fr. 50 à ajouter au prix de la main-d'œuvre, soit, pour la façon de 1 kilogramme de soie, un coût total de 5 francs.

Il ressort donc de ce qui précède que, tandis que le kilogr. de soie filée en France coûte 10 fr. 80 le kilogr. de même soie en Italie, coûte.. 5 fr. 00

Différence en plus à la charge de la pro-	
duction française	5 fr. 80

Par conséquent, si un filateur français et un filateur italien vont, concurremment, acheter des cocons sur le marché international de Marseille et qu'ils les paient, selon le cours officiel actuel (en 1897), 8 fr. 50 à rendement, c'est-à-dire avec la garantie du vendeur que les cocons produiront un kilogramme de soie par 4 kilogrammes de cocons (secs), il s'ensuivra ceci : c'est que si, tout d'abord, le prix de revient est le même, c'est-à-dire de 34 francs par kilogram-

me de soie (8 fr. 50 $\times$ 4), il n'en sera plus ainsi quand il faudra y ajouter les frais de filature. En effet, quand le filateur français additionnera ce prix de 34 francs avec les frais de façon, qui sont de 10 fr. 80, il arrivera à un prix de revient total de 44 fr. 80. Le filateur italien, en faisant un calcul analogue, arrivera à un prix de revient de 39 francs ($34 + 5 = 39$).

La grège filée en France coûtera.... 44 fr. 80

La grège filée en Italie coûtera.... 39 fr. 00

dont il faut déduire le produit des déchets qui est, dans les deux cas, de 2 francs par kilo. On arrivera à ce coût définitif de

42 fr. 80 pour la filature française ;

37 fr. 00 pour la filature italienne.

Cette soie ainsi produite, comment se vendra-t-elle ? La soie française et la soie italienne premier titre, se sont vendues à peu près le même prix, avec des différences infimes. Le cours de la grège française premier titre a varié de 40 à 45 francs. Prenons un cours moyen de 42 francs. De ce cours, il faut déduire les conditions de place, soit 40 francs net. Si le filateur français et le filateur italien dont nous comparons la production, viennent vendre dans ces conditions-là, la soie qu'ils auront produite avec les cocons achetés à Marseille et qu'ils se décident à accepter ce cours, leurs bénéfices respectifs seront :
pour le filateur italien : $40 - 37 = + 3$ francs par

kilo ; pour le filateur français : 40 — 42 fr. 80
= — 2 fr. 80 par kilo.

Tandis que le filateur italien gagnera 3 francs, le filateur français sera en perte de 2 fr. 80 par kilogramme de soie vendue à ce cours.

Y a-t-il un remède à cet état de choses ? Peut-on, par une transformation dans les procédés, par l'amélioration des outillages, compenser ce désavantage ? Les industriels français sont découragés ; ils n'ont plus de capitaux suffisants pour révolutionner leurs moyens de production. S'il est possible d'arriver à une solution favorable, encore faut-il fournir à la filature française de quoi se relever. En un mot, elle a besoin d'être protégée, si on veut qu'elle vive.

CHAPITRE II

Section Première

LE DROIT DE DOUANE SUR LES GRÈGES ET COCONS EN 1888

*1^o Mouvement protectionniste. — Tarif de rigueur
entre l'Italie en 1888*

En même temps que les vicissitudes du marché avaient réduit la sériciculture et la filature à un état très précaire, le mouvement des idées vers le protectionnisme allait s'accroissant de jour en jour. Les théories libre-échangistes, qui semblaient pourtant avoir fait leurs preuves depuis 1860, étaient l'objet d'attaques virulentes. C'était surtout l'agriculture qui réclamait une protection efficace ; elle avait eu beaucoup à souffrir dans les dernières années, car la crise agricole, qui sévissait alors sur l'Europe entière, n'avait pas épargné le paysan français. A la faveur de ce mouvement, des intérêts tout autres entraient dans la lice et, derrière les agriculteurs, les industriels

emboîtaient le pas, espérant, les uns à raison, les autres à tort, recueillir quelques miettes du festin. Ils surent trouver au Parlement de puissants défenseurs et intéresser tout le monde à leurs maux. Aussi, voyons-nous chacun réclamer sa petite part, qui sous forme d'un droit de douane, qui d'une autre façon.

Les filateurs, les sériciculteurs, si éprouvés, semblaient désignés à la sollicitude des pouvoirs publics et étaient en droit d'espérer un soulagement à leurs souffrances. De fait, si l'on ne sut pas donner satisfaction à toutes leurs prétentions, du moins s'occupait-on souvent d'eux et plus d'un orateur autorisé se fit-il entendre en leur nom.

En 1888, à la suite de la dénonciation par l'Italie du traité de commerce du 3 novembre 1881, on s'occupa déjà à la Chambre de protection pour la filature et la sériciculture. En réponse aux droits très élevés dont le gouvernement italien frappait nos produits, le Parlement français vota un tarif spécial à nos voisins et qui taxait très lourdement les marchandises originaires de leur pays. La soie grège ou moulinée entraît alors pour plus d'un tiers dans les importations de l'Italie chez nous ; il fallait donc s'occuper avec soin de cette importante question des soies. Le caractère principal du tarif de 1888 était d'être très élevé, ainsi que nous le dit le rapporteur, M. Méline : « tant pour protéger nos producteurs que pour laisser une marge sérieuse aux concessions de l'avenir ».

Aucun droit de douane frappant les soies ne fut cependant proposé ; la commission demanda l'exemption et cela, dit M. Méliné, « après avoir consulté les partisans de toutes les opinions ». Malgré toute la sollicitude qu'il témoigne à la sériciculture et à la filature françaises, malgré toute la sympathie qu'il éprouve pour elles, il n'a pu se résigner à léser les intérêts autrement considérables qui se seraient trouvés compromis.

Dès 1888, en effet, se trouvent en présence deux camps bien distincts ; les éternels frères ennemis, les tisseurs lyonnais d'une part, dont la soie est la matière première, de l'autre, les filateurs, les sériciculteurs pour qui la soie, les cocons sont des produits d'un long et laborieux travail. Dès ce jour, aussi, chaque opinion a ses arguments, ses thèses et ses défenseurs pour les présenter et les soutenir.

Tâchons de poser la question aussi clairement que possible et de mettre en évidence les points délicats de cette lutte.

Les sériciculteurs demandent un droit de douane sur les cocons afin d'empêcher les cocons étrangers de venir leur faire concurrence sur le marché de Marseille.

Les filateurs répondent : Mettez si vous le voulez un droit sur les cocons, mais, si vous ne nous laissez plus filer les cocons étrangers, ne leur permettez pas de venir faire concurrence à nos produits, sous forme de soie grège. Le seul résultat que vous auriez acquis

serait d'avoir fait filer ces cocons-là en Italie et ailleurs. De plus, un droit de douane sur les grèges compenserait en partie les différences dans les prix de revient résultant de la cherté de la main-d'œuvre chez nous ; il permettrait de lutter contre les pays d'Extrême-Orient, à étalon d'argent, favorisés par la baisse du métal blanc et la hausse corrélative des changes.

Voici enfin les tisseurs qui viennent combattre ces allégations. Ils jugent de telles prétentions excessives, étant donné le faible intérêt des filateurs, en regard de l'intérêt du tissage. La production française de soie grège n'entre que pour un huitième dans leur consommation, et ils trouvent exorbitant de laisser imposer les sept huitièmes de leur matière première pour donner satisfaction à une minorité. Ils ont pour eux la force, ils le sentent, et ils en profitent. D'ailleurs, il est en 1888 un argument plus fort encore : à ce moment-là, les traités de commerce avec les nations autres que l'Italie ne sont pas expirés, il faut encore compter avec eux. Or, quand ils ont été signés, vers 1881, l'importation des tissus de soie étrangers était presque nulle ; elle dépasse aujourd'hui 40 millions. Puisqu'elle s'est tellement développée à la faveur des exemptions demandées en 1881 pour les tissus de soie par les lyonnais eux-mêmes, ce n'est certes pas le moment, disent-ils, de venir frapper d'un droit de douane la matière première, la soie grège. Que les filateurs attendent l'expiration

des traités, le renouvellement des tarifs, et alors, si on frappe les « filés » de soie (grèges et ouvrées), au moins pourra-t-on établir un droit équivalent sur les tissus de soie.

« Cet argument, dit M. Méline, nous a paru sans » réplique, et la commission s'est vue forcée, à son » grand regret, d'ajourner l'amendement de MM. » Fougérol, Desmons et Jamais, tendant à la créa- » tion d'un droit de douane sur les cocons, grèges » et moulinés: » (Séance du 24 février 1888.)

Cet amendement fut écarté par la Chambre à 61 voix de majorité ; mais le Sénat, sur la proposition de M. Béranger, adopta un droit ainsi fixé :

Cocons frais	0 fr. 50 le kil.
Soies grèges	2 » —
Soies moulinées.	5 » —

La Chambre revint sur sa décision et adopta enfin les chiffres de :

Cocons frais	0 fr. 25 le kil.
Soies grèges	4 » —
Soies moulinées.	2 » —

Ce furent ceux qui entrèrent en vigueur dans le courant de l'année. Mais, la lutte avait été chaude et la bataille, comme le disait M. Méline, n'était qu'ajournée.

Section II

INTÉRÊT DES TISSEURS A AVOIR LA FRANCHISE DE LA GRÈGE

Révision des tarifs en 1891. — Résistance des tisseurs à l'idée d'un droit de douane sur les grèges

Nous voici, en effet, en 1891. Les traités de commerce avec les différents pays d'Europe ont été dénoncés et la France a les mains libres. Le pays est maître de ses tarifs ; il s'agit de savoir quel usage il fera de cette arme à deux tranchants qui est en son pouvoir. Il s'agit de savoir quel parti on va prendre en matière de soies.

L'article 27 du projet de loi relatif au tarif général des douanes, comportait primitivement un droit sur les cocons frais et secs, mais ne taxait pas les soies. Le gouvernement espérait par cette concession, se conquérir l'alliance des sériciculteurs et faire passer facilement l'exemption des grèges. C'était là une façon bien naïve d'arranger les choses. Une telle solution ne pouvait contenter ni les filateurs ni les sériciculteurs. Les filateurs d'abord allaient être privés d'une certaine quantité de matières premières, ils ne pourraient plus filer les quelques cocons étrangers qu'ils

filaient avant, ces cocons iraient se faire filer en Italie et rentreraient indemnes en France une fois transformés en soie. D'autre part, les sériciculteurs n'y gagneraient pas grand'chose, parce que la proportion de cocons étrangers filés chez nous est relativement faible et par conséquent un droit n'aurait guère pour effet d'en relever les cours.

« Si quelque chose n'est pas sérieux, c'est la position que je rappelle et que je discute. Et c'est pour cela que la sériciculture n'a pas voulu de ce cadeau, non seulement parce que nous n'importons pas ou presque pas de cocons étrangers, mais parce que c'est uniquement la soie grège qui fixe le prix. Frapper le coton sans frapper la soie, c'est comme si l'on taxait le blé sans taxer la farine, ou le bétail vivant sans taxer la viande. » (Discours de M. Emile Jamais à la Chambre, 6 juin 1891.)

Le droit de 1 franc par kilogramme de cocons frais, et 3 francs par kilogramme de cocons secs (1) proposé au début de la discussion par le gouvernement, était donc illusoire, et, pour être conséquents avec eux-mêmes, il fallait que les filateurs et les sériciculteurs se missent d'accord pour demander à la fois un droit sur les cocons et un droit sur les grèges. C'est

(1) Un kilo de cocons secs équivaut à peu près à 3 kil. de cocons frais (exactement 3 kilos 32).

ce qu'ils firent. L'amendement de M. Fougérol, déposé le 2 juin 1891, était ainsi conçu :

Cocons frais	0 fr. 50 le kil.
Cocons secs	1 50 —
Soies grèges	7 » —
Soies moulinées	10 » —

C'est autour de cet amendement que le combat va se livrer. En face des ardens protectionnistes que nous venons de rencontrer, vont se dresser les partisans irréductibles du libre-échange qui, par l'organe de M. Aynard, président de la Chambre de commerce de Lyon, repoussent à la fois tout droit sur la matière première, la soie, et tout droit sur le produit fabriqué, les tissus. On se rappelle, en effet, qu'en 1888, les lyonnais tiraient argument de l'entrée en franchise des tissus de soie pure pour réclamer le même traitement envers la matière première. Pour être logiques, en 1891, s'ils voulaient la franchise des grèges, ils devaient repousser toute idée de protection sur l'étoffe.

Les tisseurs soutiennent les deux points suivants :

1° Le droit de douane sur les grèges, c'est la ruine de la grande fabrique lyonnaise : plus moyen pour elle de continuer à vivre et de répandre au dehors les produits de son travail ;

2° Le droit de douane, c'est la ruine de Lyon en tant que grand marché des soies.

2° *Quelle serait l'influence du droit sur les grèges sur le développement de la fabrique lyonnaise*

En deux mots, voici la thèse des tisseurs.

La quantité de soie consommée par le tissage lyonnais et les fabriques de Saint-Etienne, Nîmes, etc., est de beaucoup supérieure à la quantité de soie produite par les filateurs français : Lyon doit donc avoir recours aux soies étrangères. Mais ce n'est pas seulement la quantité qui fait défaut, c'est encore la qualité qui manque aux soies françaises. Non qu'elles soient inférieures, bien au contraire, mais parce que, pour des emplois déterminés, elles n'ont pas des propriétés particulières que possèdent certaines soies étrangères, et par là sont impropres à certains usages. Donc, à supposer même que la production française se relevât au niveau des besoins de la consommation, notre soie ne pourra jamais remplacer, dans les branches spéciales du tissage, les soies étrangères qui sont actuellement mises en œuvre. Puisque nous ne pouvons fournir toute la matière première nécessaire à cette industrie, pourquoi la frapper d'un droit quand le principe des nouveaux tarifs est d'exempter la matière première. Car la soie grège est bien une matière première quoi qu'en disent les filateurs, qui réclament son assimilation aux filés de laine et de coton. Et puis, le droit de douane pèserait sur le prix

de revient du tissu et favoriserait ainsi la concurrence étrangère, soit chez nous, soit au dehors. Sur le marché français, les importations suisses, anglaises, augmentent continuellement. Faut-il en déduire la nécessité d'une protection pour nos tissus ? Non, car la soierie est surtout une industrie d'exportation, et nous pourrions craindre, par une protection inopportune, de nous voir fermer les pays qui font le plus appel à notre production. De ce fait que nous exportons en matière de soieries beaucoup plus que nous n'importons, il résulte que la moindre augmentation dans le prix d'une étoffe serait très préjudiciable à notre industrie. Obligés d'aller faire concurrence à l'étranger sur son propre terrain, nous ne devons la préférence qu'à des écarts de prix parfois infimes. Quant au drawback dont on propose l'adoption pour compenser la perte résultant du droit sur les grèges, il ne saurait être appliqué en matière de soieries à cause des trop grandes difficultés pratiques.

Quelle solution adopter alors ? Il faut choisir entre la fabrique et la filature. Si l'on compare les intérêts en présence, les ouvriers employés de chaque côté, il semble difficile d'hésiter : les capitaux engagés, les salaires distribués, tout enfin plaide en faveur de Lyon, et d'ailleurs que deviendrait la filature si, un beau jour, le tissage disparaissait ? Enfin, n'a-t-on pas en vue un moyen subsidiaire de venir en aide aux filateurs, aux éleveurs ? N'est-il pas ques-

tion de leur allouer des encouragements sous forme de primes ? Qu'ils renoncent à leurs prétentions en matière de douane, et les tisseurs les appuieront et leur feront obtenir les primes.

Et voilà comment les représentants de la grande fabrique lyonnaise arrangent les choses.

Reprenons un peu en détail les arguments qu'ils développent, voyons ceux qu'opposent leurs adversaires et s'il est impossible d'arriver à une solution définitive conciliant tous les intérêts, que nous puissions au moins ramener au point les prétentions des uns et des autres.

A. Insuffisance de la production séricicole française. — Il est un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est l'insuffisance de notre production actuelle. L'industrie des soieries consomme quatre millions et demi de kilogrammes de soie, et comme la France n'en produit en moyenne que 700.000 kilogrammes, il manque 3.800.000 kilogrammes, que l'on importe de l'étranger (Italie, Asie Mineure, Inde, Chine et Japon). La consommation française est donc tributaire de l'étranger pour les 7/8 de son approvisionnement. Mais il n'en a pas toujours été ainsi : de 1845 à 1850, les fabricants de Lyon faisaient à peine appel à la matière première du dehors. Peut-on espérer, en protégeant la sériciculture dans la mesure la plus favorable à son développement, relever sa production au niveau des besoins du tissage ? Nous avons

vu plus haut que bien des progrès restaient à réaliser, et qu'en appliquant à l'élevage du ver à soie des méthodes scientifiques, on pouvait compter sur un accroissement énorme de production. Mais, au dire des fabricants de soieries, jamais la France ne pourra s'alimenter elle-même de soies grèges. « Pour » calculer la puissance productive séricicole de la » France, nous n'avons qu'à jeter les yeux sur une » statistique excellente qui remonte à 1860 et qui » donne la moyenne de la production en France pendant une période considérable de 130 années. Cette production a oscillé entre le chiffre de 500.000 » kilogrammes et celui de 2.000.000 de kilogrammes » de soie, qui a été celui de son apogée en 1852. La » production moyenne, régulière, constante, depuis » un siècle et demi, varie de 800.000 à 1.000.000 de » kilogrammes. Cette production atteindra peut-être » un jour de nouveau 2 millions de kilogrammes, » mais le jour où son développement sera devenu » trop considérable, elle rencontrera immédiatement » devant elle des dangers inhérents à ce développement même. Les trop grandes agglomérations deviendraient comme autrefois le foyer de maladies infectieuses auxquelles cette industrie ne tarderait » pas à succomber. Il ne faut pas dépasser la puissance naturelle des forces productives, sous peine » de périr d'épuisement. » (Chambre. Discours de M. de Fourtou, 8 juin 1891.)

Cette thèse est très discutable, elle ressemble sin-

gulièrement à un sophisme, et rien ne prouve que les agglomérations de vers doivent forcément devenir un foyer d'infection. Par un développement graduel dans la production, on pourrait conjurer cet épuisement prédit par M. de Fourtou. Mais ce n'est là qu'un argument subsidiaire, et nous allons le voir s'attaquer aux qualités de nos soies.

B. *Manque de variétés de nos soies. Elles n'ont pas pour certains tissus les avantages qu'offrent les soies étrangères.* — Nous avons déjà vu, dans le chapitre précédent, que les soies d'Extrême-Orient, tout en étant pour la plupart inférieures aux nôtres, s'étaient substituées à elles dans certaines branches de la fabrication.

« L'industrie des soieries, obligée de fabriquer des
» tissus extrêmement variés, doit trouver une va-
» riété correspondante dans son approvisionnement.
» Or, tout le monde sait que les soies présentent une
» très grande diversité, elles diffèrent par la finesse,
» par l'élasticité, par le brillant, par leur aptitude à
» prendre les couleurs et les nuances. Par consé-
» quent, la soie française, qui a des qualités préci-
» ses, mais immuables, ne pourrait par suffire aux
» besoins de la variété de la fabrication. » (Page 1169,
Officiel, débats Chambre, discours de M. de Fourtou,
8 juin 1891.)

« Faites voter tous les droits que vous voudrez,
» vous ne pourrez pas remplacer les soies d'Orient,

» parce que les filateurs de soie ne peuvent pas produire indifféremment, comme les filateurs de coton, toutes les qualités et toutes les quantités que nos métiers exigent. » (P. 1143, *Off.*, débats Chambre, 1891, M. Jonnart, rapporteur, 4 juin 1891.)

Certes, étant donnés des cocons déterminés, le filateur ne peut guère modifier les qualités intrinsèques de la soie qu'il en tirera, mais rien n'empêche pourtant les sériciculteurs d'introduire en France des races étrangères, donnant des soies d'une nature variée. Une grande partie des soies d'Italie est tirée d'une race de cocons blancs verts japonais (1). Ne pouvons-nous pas, avec du temps, faire comme nos voisins, et varier à l'infini nos produits ?

C. La soie grège est-elle une matière première ? — Peut-on l'assimiler à ce point de vue aux filés de coton et de laine ? — Mais cette question des diverses qualités des soies a aussi son importance à un autre point de vue, et M. Jonnart y fait une allusion directe en disant : « Les filateurs de soie ne peuvent » produire indifféremment, comme les filateurs de » coton. »

La question de savoir si la grège est une matière première ou bien si elle peut être assimilée aux filés de coton et de laine (protégés par la loi de douane),

(1) 60 0/0 en 1898.

voilà encore deux points sur lesquels les opinions sont nettement partagées. Exemption des matières premières, protection du produit fabriqué, voilà un des principes du tarif de 1892. C'est ainsi que les laines en masse, les cotons de laine sont exempts, tandis que les filés de laine, de coton, sont frappés. Si donc la soie grège est assimilée à ces derniers produits, on pourra réclamer pour elle un régime analogue.

La soie grège est-elle une matière première ? A n'en croire que M. Jonnart, elle est un produit naturel, et la main de l'homme n'entre que pour bien peu de choses dans sa création : « Qu'est-ce que la filature de soie ? Je ne répondrai pas irrespectueusement, comme le fit un jour M. Rouher : « C'est une femme et de l'eau chaude » ; non ; c'est quelque chose de plus compliqué. Mais j'ai bien le droit de dire que la dénomination de *filateur* n'est pas absolument juste, et que l'expression *tireur de soie* serait beaucoup plus exacte. Dans nos anciens règlements, on appelait *trahandiers* les ouvriers de la filature. En Italie, dans le Piémont notamment, on entend par tirage de la soie, l'opération appelée en France filature. Est-ce que j'entends, en évoquant ces souvenirs, diminuer l'industrie de la soie ? En aucune façon, mais je veux par là indiquer à la Chambre que, tandis que les filateurs de coton, de laine, de lin, se trouvent en présence d'une série de brins non continus, et produisent

» réellement le fil, le filateur de soie, lui, se trouve
» en présence d'un brin continu qu'il se borne à dé-
» vider. » (*Officiel*, débats, Chambre, page 1142, dis-
cours de M. Jonnart, rapporteur, 4 juin 1891.)

Que ripostent les filateurs, indignés d'un tel lan-
gage ? D'abord que la filature ne se borne pas à
dévider un brin de soie ; il faut encore juxtaposer
plusieurs brins ensemble, la soie grège se compose
de plusieurs brins de cocons, agglutinés, collés l'un
à l'autre par une sorte de matière gommée, sécrétée
en même temps que la soie par le ver à soie. Le fila-
teur peut donc, en variant le nombre de brins dont se
composera le fil, modifier la finesse, l'élasticité et
par suite la valeur de la grège. Il y a bien là une
transformation de la matière première. Mais ce n'est
pas tout, et l'on devrait presque considérer le cocon
comme un produit de l'activité humaine jointe à celle
du ver à soie.

« Certes, si on entend par matière première un pro-
» duit que la main de l'homme n'a pas transformé,
» rien ne mérite moins le nom de matière première,
» je ne dis pas seulement que la soie grège, mais en-
» core que le cocon lui-même. Il n'y a pas de pro-
» duit du sol, de produit de notre agriculture, qui
» ait besoin de soins plus incessants. C'est par là
» qu'il se distingue de tous les autres. Ici, il faut des
» soins de tous les instants, une vigilance continue,
» il faut constamment une personne dans la chambrée

» pour en surveiller la température et veiller d'une
» manière incessante sur ce petit animal si intéres-
» sant qui s'épuise, en quelque sorte, dans son œu-
» vre, après l'avoir créée. Et c'est cela que vous ap-
» pelez la matière première, ce produit dont la main
» de l'homme a fait toute la valeur ! » (Discours Emile
Jamais, 6 juin 1891.)

« Quant à la soie grège, elle est si peu une matière
» première, elle constitue si bien un produit déjà
» transformé par l'industrie qu'il y a une grande
» quantité de soies grèges qui, directement, sans pas-
» ser par le moulinage, vont au tissage et à la fabri-
» que. C'est déjà un produit tellement fini et avancé
» que les tisseurs, dans un grand nombre de cas,
» l'emploient sans autre transformation et sans au-
» tre opération. » (*Ibid.*)

D'ailleurs, comme le fait toujours remarquer M.
Jamais : « Si la soie grège est la matière première
» du moulinier, la soie ouvrée est la matière premiè-
» re du tisseur, et cependant la fabrique lyonnaise
» ne repousse pas le droit de 3 francs par kilo sur
» les moulinées. »

Et puis, ce n'est là que jouer sur les mots. Tout,
dans cette industrie, n'est-il pas la matière première
de son succédané ? Depuis la graine du ver à soie
depuis la feuille du mûrier jusqu'au tissu lui-même,
en passant par le cocon, la soie grège et l'ouvrée ?
Que la filature soit un simple dévidage ou bien une
transformation du cocon, il n'en est pas moins un

fait : c'est que cette opération est une phase inéluctable dans la création du tissu, et les tisseurs seraient bien embarrassés si on les mettait en présence d'une balle de cocons en leur disant : Tirez-vous d'affaire comme vous pourrez et faites-nous une belle pièce de satin. Il suffit de passer du domaine de la théorie dans celui de la pratique pour se convaincre de l'inanité de toute cette argumentation, si subtile soit-elle. La filature de soie est une industrie, elle est une des formes du travail national, c'est ce travail qu'il s'agit de protéger. Pourquoi alors ne pas assimiler ses produits à ceux de la filature de coton ou de laine ? Pourquoi lui faire dans notre législation une place à part, et lui refuser les faveurs accordées aux industries similaires ?

D. Influence qu'aurait le droit sur le prix du tissu.

— C'est alors que les tisseurs font appel à leur grand argument, celui qui semble irréfutable : si vous frappez la soie grège, nous ne pourrons plus lutter contre la concurrence étrangère, le prix de revient de nos tissus s'en trouvera élevé au-dessus de la limite possible.

Voici ce que disait à ce sujet, en 1888, M. Thévenet à la tribune de la Chambre : « Nous luttons avec
» des différences de prix qui, quelquefois, ne sont
» que d'un centime par mètre tout au plus, et, veuillez bien le noter, nous avons encore été obligés de
» transformer notre fabrication. Ces étoffes brillan-

» tes, riches, que nous produisions autrefois, nous
» en tissons beaucoup moins maintenant ; le goût en
» a passé, dans une certaine mesure. Nous faisons
» l'étoffe à bon marché, nous luttons pour les pro-
» duits à meilleur compte, sur tous les marchés du
» monde. En un mot, nous avons à subir la concu-
» rence. » (Page 552, Chambre, débats, discours de
M. Thévenet, 24 février 1888.)

Un droit de douane, disent les tisseurs, nous se-
rait fatal parce que sur les tissus à bon marché, sur
les soieries mélangées, il atteindrait un taux *ad va-*
lorem supérieur aux différences de prix qui nous
valent la préférence des acheteurs.

« Ce sont là les étoffes qui s'adressent à
» la consommation du pauvre, et le fabricant
» rencontrerait devant lui une résistance pour
» ainsi dire invincible de la part du consommateur.
» J'ai ici un tableau qui nous apprend que la réper-
» cussion *ad valorem* du droit de douane peut at-
» teindre jusqu'à 6 et 7 % pour les étoffes à bon mar-
» ché. Au surplus, pour calculer l'incidence du droit
» de douane, il ne faut pas se placer au point de vue
» de relations imaginaires entre le fabricant et le
» consommateur, mais au point de vue des relations
» entre le fabricant et le commerçant en gros, qui
» achète des quantités considérables d'étoffes. Or,
» ce commerçant est écarté de ses achats par des dif-
» férences minimales, parce que ces différences mini-

» mes se traduisent pour lui par des pertes très considérables. » (Discours de Fourtou, 9 juin 1891.)

Comme de juste, les défenseurs de la filature cherchent à démontrer que le droit de douane n'aurait pas sur le prix de revient du tissu l'influence désastreuse qu'on lui prête. Voici là-dessus, l'opinion qu'émettait, en 1888, M. Fougeirol, à la Chambre des députés : « Quelle sera l'influence du droit sur » la production de la fabrique lyonnaise ? C'est une » chose reconnue par tout le monde, par les fabricants de soieries eux-mêmes, que lorsque la matière première qui sert à fabriquer l'étoffe de soie » hausse de 10 %, la soierie elle-même ne hausse » que de 5 %. La soie a, en teinture, augmenté de » poids d'une façon considérable, le prix du produit » fabriqué est augmenté du prix de la main-d'œuvre » de toutes les opérations qui ont servi à opérer cette » transformation. De plus, la proportion de laine et » de coton employée par les fabricants lyonnais est » aujourd'hui très importante et il arrive que le poids » de la soie ne représente plus qu'une partie du » poids total. Il n'est donc pas étonnant qu'une hausse de 10 % sur la matière première ne produise » qu'une hausse de 5 % sur le produit fabriqué. » (Chambre, discours de M. Fougeirol, 24 février 1888.)

Cette idée se trouve encore développée dans un discours prononcé par M. Jamais, le 6 juin 1891, et où il s'attache à démontrer que sur deux sortes d'étoffes le droit de douane n'aura pas d'influence ; d'a-

bord les étoffes de grande valeur, qui ne se vendront pas moins bien parce qu'elles coûteront quelques francs de plus par mètre, ensuite les étoffes mélangées, sur lesquelles la hausse de prix sera insignifiante.

« Lorsque nous avons discuté cette question à la
» commission, l'honorable M. Aynard nous a ap-
» porté deux sortes de produits. Il nous a fait voir
» des étoffes à 500 francs le mètre, et nous lui avons
» dit tout de suite : Sur ces étoffes à 500 francs,
» qui peuvent, étant de grand luxe, supporter une
» certaine surcharge sous forme de droits de douane,
» quelle sera la répercussion ? Si on arrive à aug-
» menter de 4 à 5 francs le prix d'une robe de 100
» francs, ce n'est pas là, pour le consommateur qui
» s'adresse à un produit de luxe, une charge exces-
» sive. M. Aynard nous a également montré d'autres
» étoffes à 0 fr. 50 ou 0 fr. 75 le mètre, et nous avons
» eu l'indiscrétion de lui demander quelle était la
» proportion de soie contenue dans ces tissus. Ce
» sont des étoffes mélangées où il entre surtout du
» coton, de la laine et autres textiles, mais où la
» soie figure dans une faible proportion : elle y re-
» présente 7, 8, 10, 12... 15 % du poids total, et
» alors nous ne devons tenir compte de l'effet du
» droit de douane que dans une proportion sembla-
» ble. Si la Chambre me permet cette comparaison,
» n'est-ce pas comme une sorte de dilution homéo-
» pathique qu'un droit de douane agissant sur une

» étoffe qui se vend 0 fr. 50, 0 fr. 75 et qui contient
» de la soie dans une proportion de 10 à 12 % ? »

Le droit de 7 francs sur les grèges ne causerait donc pas un grand dommage aux fabricants de Lyon.

E. *Peut-on, en compensation du droit sur les grèges, protéger les tissus de soie ?* — Mais, dans la limite même de ce dommage causé, les filateurs viennent proposer une compensation.

Ils ne voudraient pour rien au monde faire perdre quoi que ce fût aux tisseurs, et offrent à la Chambre, par l'intermédiaire de leurs défenseurs, deux remèdes à la situation qui serait faite aux fabricants de soieries. Ces remèdes visent, l'un le marché français, l'autre le marché étranger ; l'un tend à restreindre l'importation des tissus, l'autre pense en favoriser l'exportation.

Ce sont :

Un droit sur les tissus ;

La restitution des droits sur les grèges aux tissus exportés. — Drawback.

Les filateurs espèrent bien, si le droit sur les tissus est voté, s'en faire une arme en faveur du droit sur les grèges, et ce sont eux qui vont tâcher de démontrer aux tisseurs que la fabrique lyonnaise a besoin de protection.

L'importation des soieries étrangères, qui était presque nulle en 1867, faible en 1880, s'était élevée

assez rapidement en 1890 de 6 à 24 et 42 millions de francs, et cela grâce à la franchise dont jouissaient ces produits. Cette franchise avait été réclamée par ceux-là mêmes auxquels elle semblait nuire, par les fabricants. En 1891 encore, ils repoussent toute idée de protection. Cette importation toujours croissante qu'ils redoutent si peu, les filateurs la trouvent bien menaçante. N'avons-nous pas à craindre pour la fabrique lyonnaise qu'elle perde la suprématie sur notre propre marché et que, loin de pouvoir lutter au dehors contre les produits étrangers, elle soit refoulée dans ses derniers retranchements et envahie sur son propre terrain ? Et comme un bon petit droit de douane lui serait profitable. Distinguons entre les tissus de soie pure et les soieries mélangées : les secondes sont protégées, les premiers ne le sont pas.

	Tissus de soie pure (exportation)		Soieries mélangées (1) (exportation)
1867-75. .	2.480.000 kil.	1878. .	30 millions de francs
1876-83. .	1.539.000 kil.	1882. .	450 — —
1890 . . .	1.271.000 kil.		
	(soit 45 0/0 de baisse)		(soit 500 0/0 de hausse)

A quoi tient cette différence ? A la protection des soieries mélangées, disent les filateurs amis de la

(1) Pour la région lyonnaise, la production des soieries mélangées passe de 124 millions de francs en 1889 à 134 millions en 1890. (J. Roche, 9 juin 1891.)

protection : « Si je compare les chiffres pour les mêmes périodes décennales dans la première :

1867-76 nous importions	528.610 kil. tissus soie pure			
1877-86	—	1.079.000	—	—
1890	—	1.280.000	—	—

» Si donc la fabrication des tissus mélangés, protégée, va en augmentant, tandis que celle des tissus de soie pure, non protégée, diminue continuellement tandis que les importations augmentent, n'est-ce pas là une preuve que l'établissement d'un droit de douane sur ces derniers tissus, aurait un effet bienfaisant sur le développement de leur production ? De plus, en laissant indemnes les tissus étrangers, on favorise une fraude très facile, on s'expose à ce que ces tissus pénétrant chez nous, arrivent sur le grand marché de soieries qu'est Paris pour se faire en quelque sorte naturaliser français, recevoir le baptême et être ensuite réexportés comme produits français. » (Discours Fougère, 16 juillet 1891.)

Tous ceux qui font le commerce des tissus de soie, lorsqu'ils veulent faire leurs approvisionnements, recherchent de préférence les soieries lyonnaises, et alors ils s'adressent naturellement aux commissionnaires exportateurs de Paris ou à leur représentant de Lyon. Lorsque ceux-ci ont en mains les ordres, ils viennent trouver les fabricants lyonnais et ils leur disent : Pouvez-vous exécuter telle commande à tel

prix ? Si le prix offert est trop bas, si le fabricant ne peut exécuter la commande, les commissionnaires vont ailleurs, tout simplement, importent les tissus qu'ils ont achetés, les envoient sur le marché de Paris, et de là les réexportent comme produits français. « Le commissionnaire s'en va à Zurich ou à » Grefeld, et, grâce à l'admission en franchise, grâce » à ce fait que les frais de transport ne sont pas plus » élevés de Zurich ou Grefeld à Paris que de Lyon à » Paris, ces étoffes étrangères sont exportées dans » tous les pays comme soieries lyonnaises. Voilà ce » qui se pratique, voilà le démarquage du linge qu'on » fait et l'abus qu'entraîne cette faculté de recevoir en » franchise les soieries étrangères. Cela permet de les » vendre comme soieries lyonnaises, et au grand détriment de notre réputation. » (*Officiel*, Chambre, p. 1795, discours Fougérol, 16 juillet 1891.)

« Vous ne voulez pas être protégés, ô insensés, eh » bien, nous vous protégerons de force. »

Mais les fabricants de soieries y montrèrent de la mauvaise grâce et persistent à refuser les présents d'Artaxerxès. Ils réfutent les arguments de leurs trop zélés bienfaiteurs et soutiennent successivement :

1° Que les importations étrangères sont moins nuisibles qu'il ne semble ;

2° Que la protection n'est pour presque rien dans le développement des tissus mélangés ;

3° Que le droit sur les tissus de soie pure, tout en

ne modifiant guère les importations, porte un coup fatal à notre exportation ;

4° Qu'il serait, de plus, la perte de Paris en tant que marché des soieries.

« 1° Sur les 42 millions de soieries que nous envoïe l'étranger, il y a une part d'importation involontaire qui constitue une véritable concurrence, c'est là un sacrifice que nous faisons, mais à côté de cette importation-là, il y en a une autre qui est volontaire et va toujours grandissant : elle n'était, il y a quatre ans, que de 2 à 8 millions, elle en atteint 16 à 18. Qui est-ce qui importe ces étoffes ? (Corahs et tussahs de l'Inde, pongées de Chine et Japon, tissus légers divers). Ce sont les industriels eux-mêmes. Et quand ils les ont reçus, qu'en font-ils ? Ils les apprêtent, les teignent, les décorent de dessins, et, par ces trois opérations, ajoutent à ces tissus excellents mais grossiers jusqu'à 50 et 60 % de leur valeur. Est-il permis de compter cet article d'importation parmi ceux qui peuvent porter une atteinte quelconque à notre industrie ? » (Discours de M. Aynard, 16 juillet 1891.)

2° Quant au développement des tissus mélangés, il faut, disent les fabricants, l'attribuer, non pas tant aux mesures protectionnistes dont ils sont l'objet, qu'à l'influence souveraine de la mode. Après avoir constaté l'extension considérable qu'a prise dans les dernières années cette branche de l'industrie soyeu-

se, à tel point qu'elle représente en 1891 42 % de la production des soieries en France, le ministre du Commerce, M. Jules Roche, s'attache à démontrer les causes de ce progrès. Il prend pour exemple la fabrication des rubans de soie pure et de velours à Saint-Etienne en 1889 et en 1890.

« De 1889 à 1890, la fabrication de Saint-Etienne » a été pour ainsi dire transformée. En 1889, les rubans de soie pure représentaient 70 millions, ceux de velours 24 millions. Vers la fin de 1889 et au début de 1890, la mode change ; le ruban est abandonné pour les chapeaux de dames, et on lui substitue la fleur ; d'autre part, le costume change, il devient plus ajusté, plus sobre. On abandonne le ruban de soie pour lui substituer le ruban de velours. Ces faits se traduisent aussitôt par une révolution dans la fabrication de Saint-Etienne. Les rubans de soie pure tombent de 70 à 46 millions, soit 33 % de baisse, ceux de velours passent à 44 millions, soit 44 % de hausse. » (Discours de M. J. Roche, ministre, 9 juin 1891.)

3° A supposer que la protection des tissus de soie pure puisse en restreindre sensiblement l'importation, elle n'en est pas moins à combattre, elle est mauvaise aux yeux des fabricants de soieries.

Nous exportons, en effet, beaucoup plus que nous n'importons ; l'intérêt primordial est donc ici celui de l'exportation. Or, quels sont les pays qui nous envoient des soieries ?

« La Suisse pour 22 millions, l'Angleterre pour
» 10 millions, l'Allemagne pour 9. La Suisse reçoit
» nos produits avec un simple droit de balance, l'An-
» gleterre les prend en franchise. En 1890, nous
» avons vendu à l'Angleterre pour 110 millions de
» soieries, quand elle ne nous en a envoyé que pour
» 10 millions. Voyez quelle imprudence il y aurait
» à frapper ces produits ! » (Discours de M. Aynard,
16 juillet 1891.)

« Ce système (le droit sur les tissus) consisterait à
» jeter à la mer 350 millions d'exportation pour nous
» défendre, et imparfaitement encore, contre une
» cinquantaine de millions d'importation. » (Dis-
cours de M. de Fourtou, 8 juin 1891.)

4° Vient enfin l'intérêt du marché de Paris.

Paris est, en effet, le plus grand marché de soie-
ries du monde. C'est là que viennent s'approvision-
ner, en majeure partie, les commerçants étrangers,
veut-on détruire cette situation exceptionnelle en met-
tant un droit sur les tissus ? C'est pour nous un grand
avantage que les étoffes étrangères arrivent à Paris,
car mieux nous nous serons achalandés, et plus nous
aurons de pratiques.

« L'intérêt est d'avoir des assortiments à offrir au
» consommateur étranger. Il est absolument utile,
» pour la grande industrie lyonnaise, de conserver
» au marché parisien toute sa force. » (Discours de
M. Aynard, 4 juillet 1891.)

« Si l'on institue un droit sur les tissus, non seu-

» lement on cause au marché parisien un préjudice
» matériel, en le privant de marchandises dont il a
» besoin, mais encore un préjudice moral incalcula-
» ble. Quels que soient les droits que vous établis-
» siez, vous autoriserez vos concurrents à proclamer
» que Paris n'a pas la franchise des soieries, que
» ce n'est plus là qu'il faut se rendre pour se pro-
» curer, au prix le plus réduit, les étoffes dont on a
» besoin. » (Discours de M. Millerand, 16 juillet
1891.)

F. *Un drawback est-il au moins possible ?* — En face de la mauvaise volonté des fabricants de soieries à accepter une protection qui concilierait tous les intérêts, les représentants de la filature et de la sériciculture viennent offrir une autre compensation au droit sur les grèges. Ils profitent du retour au drawback, réalisé dans une certaine mesure par les remboursements partiels à forfait organisés pour les cotonnades et se fondent là-dessus pour revenir à l'ancienne tradition et l'appliquer ici. Ils demandent qu'on rembourse à la sortie, aux tissus de soie, les droits qui seraient perçus à l'entrée sur les soies dont ils sont faits. Ce drawback constituerait, en outre, une prime à l'exportation des tissus faits de grèges françaises n'ayant pas acquitté de droits.

Nous n'entrerons pas dans le détail de cette longue et minutieuse question, qui a été traitée avec force documents à l'appui et remplit plusieurs pages du

Journal Officiel (Chambre des députés, débats, session ordinaire, 1891, pages 1106-7, 1158, 1144-5, 1185, etc.). A aucun prix les fabricants de soieries ne veulent entendre parler de drawback, ils vont même, pour le faire repousser, jusqu'à invoquer les fraudes possibles de leur part dans un pareil système. Citons seulement une phrase de M. Jules Roche, ministre du Commerce. Après avoir longuement exposé les difficultés inhérentes à ce drawback, les opérations minutieuses qu'il comporterait, le ministre conclut ainsi : « Quelle est donc la conception » que peuvent se faire du commerce et de l'industrie en 1891, par ce temps de télégraphe et de téléphone, ceux qui proposent de consulter l'Académie des sciences sur le régime qui serait fait à l'industrie dans les conditions que je viens d'indiquer. » Est-ce une question d'analyse scientifique ? Certainement M. Berthelot ferait cette analyse, il en a fait bien d'autres, mais combien trouverez-vous de Berthelot à 1200 francs par an ?... Il faut vendre, et pour vendre rapidement, il faut des conditions de sécurité et de liberté qui seraient absolument détruites par le système qu'on vous propose. »

Donc, pas de drawback. D'autre part, les lyonnais repoussent la protection des tissus, et si elle fut votée dans la suite, c'est bien malgré eux, et, d'ailleurs, à un moment où les droits sur les grèges avaient été définitivement écartés. Il ne reste plus alors que la fabrique de soieries en face de la filature, l'une d'el-

les devant être sacrifiée à la prospérité de l'autre. Que deviennent alors les 15.000 fileuses, et même les 140.000 sériciculteurs en face des 400.000 ouvriers que fait vivre le tissage ? Les 36 millions que produit la filature, en face des 600 millions qui sont la part de la fabrique de tissus dans l'activité nationale ? Et puis, si vous sacrifiez le tissage, si vous ruinez la grande fabrique, que deviendront filature et sériciculture ?

C'est pour elles la mort certaine.

Section III

INTÉRÊT DU MARCHÉ DE LYON

Importance de la question au point de vue du marché de Lyon

Il est enfin une dernière corde qu'on n'oublie pas de faire vibrer. C'est le danger qui menace le marché des soies de Lyon. L'établissement du droit sur les grèges favoriserait la tendance déjà marquée qui entraîne vers Milan le courant d'affaires dont Lyon était autrefois le centre unique. Déjà, en 1888, on a causé un tort immense à notre marché par le droit de 1 franc sur les grèges et de 2 francs sur les ouvrées. Que la leçon soit profitable et qu'on laisse entrer en franchise les produits taxés à cette époque.

« Le droit de 1888, si faible fût-il, a contribué au
» développement du marché de Milan, qui n'était
» jusque-là qu'un satellite de Lyon et qui tout à
» l'heure l'égalera en importance. En 1887, les Ita-
» liens exportaient 1.892 kilogrammes de soie ail-
» leurs qu'en France ; en 1889, ils en exportaient
» 4.267.000. Ceci prouve qu'au lieu de remettre com-
» me auparavant leurs soies en consignment aux

» commissionnaires de Lyon, les Italiens les dirigent
» aujourd'hui sur la Suisse et l'Allemagne. Votez
» l'amendement de M. Fougère, et bientôt les soies
» grèges d'Orient débarqueront à Gênes au lieu de
» débarquer à Marseille et, en même temps que vous
» aurez consommé la ruine du marché de Lyon, vous
» aurez porté une grave atteinte au marché des soies
» de Paris. Vous aurez créé contre notre marché
» des soies, aussi bien que contre notre marché des
» soieries, un préjudice de cherté. Le commerce
» étranger s'effarouche facilement, il ne suffit pas de
» vendre bon marché, il faut encore en avoir la réputation. » (M. Jonnart, 4 juin 1891.)

Sur 12 millions de kilogrammes de soie consommées en Europe et en Amérique, il y en a 6 millions qui sont vendues à Lyon. Veut-on favoriser le marché de Milan aux dépens du nôtre ? Veut-on donner une nouvelle impulsion à son développement ? Qu'il suffise, pour se faire une idée du danger couru, de consulter les chiffres enregistrés chaque année par « les Conditions des soies » (1).

(1) Le « conditionnement » est une opération que l'on fait subir aux soies pour déterminer leur état hygrométrique et arriver au poids net de la soie, déduction faite de la vapeur d'eau qu'elle emmagasine toujours en assez grande quantité (10 à 25 0/0 de son poids total).

Voir page 135 tableau comparatif des « Conditions » de Lyon et de Milan.

Et après avoir fait ressortir l'importance de la franchise des soies pour le marché lyonnais, les tisseurs font valoir l'avantage qu'il y a de posséder ce marché chez nous, à portée de nos fabriques.

« Y a-t-il un homme d'affaires qui puisse méconnaître l'intérêt que nous avons à garder la clientèle de ces grands commissionnaires qui se répandent par le monde, qui, après s'être approvisionnés de soie grège à Lyon, se font présenter les nouveautés en soieries et propagent la mode nouvelle créée par nos fabricants ? » (Discours de M. Jonnart, 4 juin 1891.)

Où sont allés les 1.500.000 kilogrammes de grèges que l'Italie ne nous envoie plus ? En Suisse et en Allemagne, et c'est précisément à cette date qu'il faut faire remonter le grand développement de l'industrie des soieries légères à Bâle et à Zurich.

Les filateurs cherchent à réfuter cette opinion et s'appliquent à démontrer, d'abord que le marché de Lyon n'a pas tellement souffert des droits de 1 et 2 francs établis en 1888, et d'autre part que le développement du marché n'est pas indispensable à la fabrique des soieries. M. de Ramel fait constater d'abord que, si Milan a tellement élargi le cercle de ses affaires, c'est beaucoup au détriment des autres villes d'Italie : « Si on considère alors uniquement le conditionnement des soies en Italie en face de celui de la France, l'augmentation de l'Italie est de 34,4 % et l'on trouve exactement le même chiffre

» pour la France. Il n'est donc pas vrai que le droit
» de 1888 sur les grèges et ouvrées ait eu pour effet
» de diminuer le marché français. Et puis, on vous
» dit : Il y a un énorme intérêt à ce que le marché
» des soies soit à Lyon. On se fonde sur ce que, avec
» cette abondance de matières de soie, le fabricant
» peut s'approvisionner beaucoup mieux, qu'il prend
» la soie qui lui convient, celle qui est le plus con-
» forme à son œuvre, et par là il a une supériorité
» sur ses rivaux. Je réponds qu'il n'est pas absolu-
» ment nécessaire que le marché des soies soit à
» Lyon pour avoir cet avantage. Le marchand im-
» portera la quantité de soie nécessaire à sa fabrica-
» tion. De plus, il n'est pas vrai que le marché est
» un élément d'existence de la fabrication ; c'est au
» contraire l'extension de la fabrication qui est l'élé-
» ment vrai du marché des soies. La preuve, c'est
» que vous avez conquis le marché des soies de Lon-
» dres, le jour où l'Angleterre a commis en 1860 la
» faute énorme d'ouvrir ses portes aux tissus étran-
» gers. » (Discours de M. de Ramel, 8 juin 1891.)

« Pouvez-vous supposer que si vous ne conservez
» pas à la production des soieries françaises la pré-
» pondérance, si votre fabrique voit la quantité de
» soies qu'elle consomme aller en diminuant, pouvez-
» vous faire cette étrange illusion que vous conser-
» verez le marché des soies à Lyon ? » (Discours de
M. Fougéirol, 4 juin 1891.)

En somme, le marché des soies a passé de Lon-

dres à Lyon, parce que le marché d'une matière première finit toujours par se fixer surtout là où elle se consomme. Le droit de 3 francs sur les soies moulinées a peut-être été, depuis 1892, un des facteurs qui ont entraîné ce marché à Milan ; mais ce n'est certes pas le seul. « Milan a toujours été le centre d'une » grande production de soie et il devient de plus en » plus un centre de grande consommation, parce » que la consommation italienne augmente, parce » qu'il en est de même de la consommation suisse et » allemande, et parce que, par le Saint-Gothard, Milan est aujourd'hui plus près de Zurich et de Crefeld. » (1).

Les fabricants suisses et allemands, intéressés au développement de la sériciculture et de la filature italiennes, se sont mis à commanditer des filatures en Italie et se sont ainsi de plus en plus éloignés du marché français. D'autre part, à mesure que le marché de Milan se développait au détriment du nôtre, les maisons lyonnaises fondaient des succursales en Italie et ainsi tout n'était pas perdu pour nos commerçants. En tous cas, c'était bien exagérer les conséquences d'un droit sur les grèges que de prédire, s'il était voté, la ruine du tissage par la ruine du marché.

(1) La question de la soierie pure au Parlement. Lyon 1898, publié par le comité de défense des soies et soieries.

Ce ne fut pas l'avis de la Chambre qui, dans sa séance du 9 juin 1891, rejeta l'amendement de M. Fougeirol par 396 voix contre 116. Après cet échec, M. de Ramel demanda qu'on n'inscrivît pas les cocons et les grèges au tarif minimum.

« Nous voudrions, dit-il, que les cocons et les soies
» fussent exclus des futures conventions commercia-
» les afin qu'on ne puisse pas, plus tard, si nous
» venons redemander les droits, nous opposer ces
» conventions comme fin de non-recevoir. »

Cette proposition fut aussitôt repoussée et l'exemption des cocons et des grèges adoptée aussi bien au tarif minimum qu'au tarif général. La filature était sacrifiée à la fabrique. Mais elle ne pouvait continuer à subsister dans les conditions que nous avons exposées au chapitre précédent. Il fallait donc trouver un moyen de lui venir en aide ainsi qu'à la sériciculture. Ce moyen fut le système des primes. Il en avait déjà été question au cours du débat sur les droits de douane et la possibilité de compenser par lui la perte infligée aux filateurs, n'avait pas été pour peu dans le vote du 9 juin 1891.

CHAPITRE III

Section Première

LES PRIMES ACCORDÉES A LA SÉRICICULTURE ET A LA FILATURE EN 1892

1° *Historique du système*

Ceux-là mêmes qui avaient combattu le plus âprement les droits de douane, considérèrent comme un devoir de défendre les primes à la sériciculture et à la filature. C'était pour eux comme une compensation du droit qui n'avait pu leur être accordé.

« Si vous avez voté la franchise de la matière première, c'est pour des raisons tout ensemble hautes et pratiques. Vous avez compris que vous aiderez les faibles à se relever sans imposer les plus vaillants. » (J. Reinach, rapporteur, 10 juin 1891.)

Le système des primes n'est pas une invention des temps modernes. L'honneur en revient à Colbert, qui donnait aux agriculteurs 24 sols par mûrier de trois

ans et faisait acheter des graines en Italie pour les distribuer aux sériciculteurs de Provence et de Languedoc. Mais, comme cela se passe souvent chez nous, le système né en France y fut vite abandonné. Ce furent nos voisins les Anglais qui le reprirent et, l'appliquant à l'industrie linière en Irlande, surent en tirer les éléments d'une prospérité nouvelle.

2° Caractères, assiette, et taux de la prime de 1892

Une fois le principe admis de l'intervention de l'Etat par le moyen des primes, il faut savoir à quel titre il prête son concours, car de là dépendra l'importance des secours alloués. Si la prime n'est qu'un rachat du droit de douane, elle sera uniquement un subside pécuniaire et devra correspondre exactement au bénéfice qu'aurait retiré de ce droit l'industrie séricicole. Mais jamais le Gouvernement ne s'est placé à ce point de vue, et le projet primitivement élaboré par lui comportait presque uniquement des secours en nature (plantations de murières, distribution de graines, etc...). Même après s'être rallié au projet de la commission et avoir adopté en principe le système de gratification en espèces, le gouvernement n'a jamais perdu de vue cette idée : la prime est un moyen mis par l'Etat à la disposition de l'industrie séricicole pour l'aider à se relever, par des perfectionnements dans ses procédés et par l'extension de son champ de production. Ce n'est pas une rente compensatoire des droits de douane, c'est une

avance, un capital prêté par annuités. On suppose qu'au bout d'un certain temps la sériciculture sera assez forte pour se passer d'aide. Partant de là, les pouvoirs publics pourront fixer à leur gré et le taux de la prime, et le nombre d'années pour lequel elle est donnée. De fait, la commission proposait 0 fr. 25 par kilo de cocons produits et trois ans. Ces chiffres furent trouvés trop faibles et portés respectivement à 0 fr. 50 et 6 ans.

Mais, comme pour protéger efficacement la sériciculture, il faut empêcher aussi la filature de péricliter, comme il ne servirait de rien d'élever la production coconnière si l'acheteur, le filateur français, venait à disparaître, il fut tout naturel de primer aussi ce dernier. « De même que les filateurs français ne pourraient vivre et faire vivre leurs ouvriers sans la fabrique » lyonnaise, de même les éducateurs ne pourraient vivre sans les filateurs, puisqu'ils ne trouveraient plus le placement facile de leurs cocons. » (Discours de M. Leydet, rapporteur, 13 juin 1891.)

Quelle est l'assiette de la prime allouée à la filature ? On aurait pu, comme pour les cocons, choisir la quantité produite, le kilo de soie filée. On préféra primer l'unité productrice, la bassine, comme se prêtant mieux au contrôle et ne nécessitant pas d'incursion des employés dans les affaires du filateur. Cependant, comme une bassine produit plus ou moins suivant qu'elle file à un plus ou moins grand nom-

bre de bouts (1), et pour proportionner dans une certaine mesure la prime accordée au travail effectué, on donna 400 francs par bassine à plus de deux bouts et 100 francs par bassine à moins de trois bouts. Enfin, on prima dans les mêmes conditions les bassines auxiliaires (2), qui préparent le cocon avant qu'on le file, à raison de une bassine auxiliaire par trois bassines fileuses.

Voici donc les ressources qui étaient mises à la disposition de l'industrie séricicole et avec lesquelles elle devait se régénérer. Nous allons voir quels furent les effets du système et nous chercherons dans son principe même et dans son application ensuite les causes de son insuccès.

3° Effets et critiques de la loi du 13 janvier 1892

Comme nous venons de le voir, le système des primes conçu en 1892 a pour caractère principal d'être un encouragement, une avance faite aux sériciculteurs en vue de les aider à reconstruire des magnaneries, replanter des mûriers, adopter des méthodes nouvelles d'éducation. D'autre part, c'est surtout la sériciculture qu'on voudrait protéger alors et, si on a aussi primé la filature, ce n'est, comme on l'a fort bien dit plus tard, que pour conserver à la sériciculture l'outillage nécessaire à la consommation de ses

(1) Voir p. 113.

(2) Voir p. 122.

produits. C'est de ces deux particularités que vont naître les défauts du système. Ils sont implicitement renfermés dans le titre même de la loi : Encouragements à la sériciculture.

A. *Précarité de la prime.* — Encouragements, c'est-à-dire compassion, aumône, le sou qu'on donne dans la rue, et puis l'on s'en va, croyant avoir fait du bien. Eh bien, non ! c'est là qu'est l'erreur. Voter des primes pour 3, 4, 5. ans et s'imaginer qu'on va ainsi tout reconstituer, illusions. Et puis, la prime n'est votée qu'en principe chaque année, il faudra compter avec le vote du Budget. La prime est essentiellement précaire, qu'elle soit donnée pour 3 ou 6 ans. Son chiffre n'est pas fixé. On donne à la sériciculture un encouragement de tant par kilogramme de cocons, ou à la filature de tant par bassine. Si la récolte est double, il faudra voter un crédit double. Nous avons autrefois 52.000 bassines. Ce nombre est tombé à 10.000 ; il peut remonter à 20 ou 25.000, il faudra encore doubler ou tripler la prime. « Qui vous em-
» pêchera de nous la refuser ? Il faudra donc que
» nous venions tous les ans, humblement, vous de-
» mander une aumône ? Nous l'accorderez-vous ? Il
» nous est impossible de compter sur une ressource
» aussi précaire, nous ne pouvons vivre ainsi au jour
» le jour, à la merci d'un vote défavorable du Parle-
» ment.

» Pouvez-vous nous dire : vous allez vivre de pré-

» carité, mais vous allez vous reconstituer ? » (Discours de M. de Ramel, 8 juin 1891.)

Non, ce n'est pas en trois ans, ni en six qu'on abandonne les vieilles méthodes, qu'on transforme son outillage, qu'on replante des mûriers. Il faut avoir du temps, de l'argent devant soi ; il faut que le cultivateur puisse envisager l'avenir avec sérénité et se consacrer tout entier, sans crainte, sans arrière-pensée, à l'œuvre de régénération à laquelle il s'est voué. Voilà donc le premier défaut de la loi du 13 janvier 1892 : précarité du système qui ne peut donner pleine confiance au sériciculteur.

N'y a-t-il pas aussi quelque chose de choquant dans ce fait que, moins la récolte sera belle, plus on aura souffert, et moins les primes seront fortes. Si une année la récolte, comme en 1876, tombe à 2 millions de kilogrammes de cocons, il n'y aura qu'un million de primes distribuées alors qu'au contraire ce serait le moment d'encourager le producteur ! C'est dans les années prospères, où le besoin d'aide se fait le moins sentir, que l'Etat prêtera le plus largement son concours, tandis qu'aux jours de détresse il se retirera en quelque sorte loin du producteur ; la prime, faute d'assiette, ne pourra être établie ni distribuée.

B. *Insuffisance de la prime.* — D'ailleurs, la prime de 0 fr. 50 par kilogramme de cocons est absolument insuffisante. Nous avons vu (Introduction, page 20)

que les dépenses nécessitées par l'éducation d'une once de graine se montaient à environ 170 francs. En admettant un rendement de 50 kilogrammes de cocons à l'once, chiffre sensiblement supérieur à celui de la moyenne actuelle, on arrive à un prix de revient de 3 fr. 40 par kilogramme de cocons. Or, si nous consultons les statistiques, nous voyons que les cocons se sont vendus :

en 1894	2 fr. 60 le kil.
en 1895	2 82 —
en 1896	2 54 —
en 1897	2 54 —

Aujourd'hui les prix varient autour

de 3 » moyenne, 2 70

En ajoutant la prime de 0 fr. 50 à ce chiffre de 2 fr. 70, on arrive à un prix de vente total de 3 fr. 20, alors que le prix de revient est de 3 fr. 40. Comment peut-on croire qu'un agriculteur se livrera à une industrie où il a des risques pour aboutir, s'il réussit à couvrir à peine le prix de ses journées de travail ? Aussi bien, voyons-nous le nombre des sériciculteurs tomber de 171.000 en 1882 à 141.000 en 1892, puis à 133.000 en 1897 et 123.000 en 1898. La sériciculture, qui, en 1890 et 1891 donnait 7.800.000 et 6.884.000 kil. a d'abord élevé sa production à 10.500.000 en 1894, pour retomber en 1897 à 7.760.000, et à 6.800.000 en 1898.

La quantité d'onces mises à l'incubation diminuait

encore bien plus ; seul le rendement a été en progrès. Mais que penser de l'efficacité d'un système qui n'arrive qu'à de si piètres résultats ?

C. Prime à la filature mal conçue. — Mais ce n'est pas tout, et, dans un autre ordre d'idées, la série des critiques à adresser aux primes conçues en 1891 est loin d'être close. Si les encouragements à la sériciculture ont été insuffisants, les primes à la filature furent maladroitement distribuées et ont passé à côté du but qu'elles se proposaient d'atteindre. On voulait développer dans la filature un instrument de la prospérité séricicole. Eh bien, on n'a donné qu'une faible impulsion à la filature, et dans la mesure de cette impulsion même, on n'a été d'aucune utilité à la sériciculture.

D. Fraudes de certains filateurs. — De 1892 à 1897, le nombre des bassines en activité a passé de 10.000 à 14.000, soit une augmentation de 40 % (1). Quel beau résultat, dira-t-on ! Mais il faut en rabattre, si on regarde la quantité de soie filée. Elle est restée la même, variant de 725 à 780.000 kilogrammes. « Les » industriels, nous dit M. Noël, n'ont pas du faire » de bien gros bénéfices, car ils n'ont pas été incités » à produire, et la prime leur a permis simplement » de lutter contre les concurrents étrangers, de

(1) Rapport de M. Noël, 1898.

» maintenir leur situation. » Mais, comment expliquer la disproportion entre l'accroissement de la soie filée et celui du nombre des bassines fileuses ? Car enfin, en 1898, la quantité moyenne de soie filée par une bassine est moins élevée qu'en 1892. C'est tout simplement qu'un certain nombre de filateurs ont organisé le travail dans leurs usines uniquement en vue de la prime et se sont arrangés pour toucher le maximum d'indemnité avec le minimum de frais de main-d'œuvre ou de matière première. La loi de 1892 répartissait, en effet, la prime en 300 journées de travail de 10 heures, ce qui, au taux de 400 francs par bassine, représentait 1 fr. 33 par jour et par bassine. Què la production fût de 100, 200, 300 grammes par jour, la prime était invariable. Il en est résulté qu'un certain nombre de filateurs se sont préoccupés beaucoup plus d'exploiter la prime que de s'en servir comme aide. Ils ont mis en œuvre de très mauvais cocons, achetés à bas prix, et, comme le rendement était très mauvais, ils obtenaient ainsi des primes de 10, 12, 14 francs par kilogramme de soie filée.

« Pour augmenter encore ces profits abusifs, les » mêmes filateurs se servent d'ouvrières débutantes » et inexpérimentées, auxquelles ils paient des salaires dérisoires. La production de ces usines étant » pour ce double motif très faible, le filateur n'en » faisait pas moins une opération lucrative, puisque, » la prime étant liquidée uniquement sur le nombre » d'heures de travail des bassines, il touchait autant

» que les industriels opérant dans des conditions
» normales. » (1) (Exposé des motifs du projet de loi
déposé le 9 novembre 1897.)

Le but de la prime là encore était donc manqué.

E. Importation croissante de cocons étrangers. —

Le second reproche que l'on fait à la prime de 400 francs, c'est d'être la même quel que soit le cocon filé. Elle accorde ainsi une protection égale au cocon français et au cocon étranger : le filateur n'a pas assez d'intérêt à filer le cocon français qui, à Marseille, vaut légèrement plus cher que l'autre.

1896, cocons français, 9 fr. 50 le kilogr. secs ; cocons étrangers, 9 francs ; 1897, cocons français, 7 fr. 75 le kilogr. secs ; cocons étrangers, 7 fr. 50.

Les faits semblent donner raison à cette opinion.

L'importation des cocons étrangers a augmenté depuis 1892 dans une assez forte proportion, elle a en effet triplé dans cette dernière période. Les sériciculteurs fondent là-dessus leurs réclamations et prétendent qu'on est arrivé à protéger la filature plus efficacement que la sériciculture. En réalité, ils ne souffrent pas beaucoup de cette importation de cocons étrangers, parce qu'il n'y a que très peu de cocons français exportés.

(1) Voir p. 124 et 128.

Importation des cocons étrangers en France

1827-36 (moyenne décennale)	.	.	.	15	mille kilogr.
1837-46	—	—	.	19	—
1847-56	—	—	.	378	—
1857-66	—	—	.	1.002	—
1867-76	—	—	.	1.652	—
1877-86	—	—	.	1.367	—
1887-96	—	—	.	631	—
1897	—	—	.	1.202	—
1898	—	—	.	1.116	—
1899	—	—	.	1.121	—
1900	—	—	.	605	—
1901	—	—	.	367	—
1902	—	—	.	726	—
1903	—	—	.	837	—
1904	—	—	.	711	—
1905	—	—	.	610	—

En résumé, le système de 1892 est précaire, les primes à la sériciculture sont insuffisantes, celles à la filature mal étudiées, laissent une vaste marge à la fraude et avantagent un peu trop les filateurs de cocons étrangers.

Section II

LA RÉFORME DU SYSTÈME DES PRIMES EN 1898

Modifications apportées en 1898 à la loi du 13 janvier 1892

Les primes avaient été votées jusqu'au 1^{er} juin 1897 ; dans le courant de l'année 1897, elles furent prorogées pour un an afin de permettre au Gouvernement d'étudier à fond le régime le meilleur à appliquer aux industries séricicoles. A cet effet, une commission extra-parlementaire, composée de filateurs et de sériciculteurs, fut réunie par les soins de M. Méline, chacun étant appelé à donner son avis sur la question. La loi de 1898, dont le rapporteur fut M. Noël, essaya de remédier aux divers inconvénients que nous avons signalés dans le dernier paragraphe.

A. *Sériciculture*. — Nous avons dit que la prime était votée pour trop peu de temps ; la loi de 1898 les vota pour 10 ans, du 1^{er} juin 1898 au 31 mai 1908, avec cependant cette clause de sauvegarde pour le Trésor, que si, par suite d'un développement excessif de l'industrie, les primes dépassaient 6 millions pour la sériciculture et 4 millions pour la filature, le

Gouvernement pourrait, au bout de cinq ans, en proposer la réduction au Parlement.

La prime de 0 fr. 50 par kilogramme de cocons était insuffisante, on la porta à 0 fr. 60, malgré divers amendements qui demandaient 0 fr. 75. Mais on fit valoir, pour les repousser, que le système de la prime différentielle aux filateurs de cocons français et aux filateurs de cocons étrangers, constituait pour nos sériciculteurs un supplément de protection.

B. *Filature*. — Mais c'est pour la prime à la filature que la question était ardue. Deux points surtout étaient à réviser. Il fallait, d'une part, empêcher la spéculation, qui consistait à mal filer de mauvais cocons pour toucher de fortes primes, et ensuite différencier la prime suivant que la filature emploierait des cocons français ou étrangers.

Limitation de la prime au kilogramme. — Pour réprimer les abus faits par certains filateurs, on imagina de limiter à 6 fr. 50 la prime maxima qui pourrait ressortir au kilogramme de soie filée. Dès lors, plus de fraude tendant à obtenir 12 francs, 14 francs par kilogramme. Plus d'intérêt à filer uniquement en vue de toucher la prime. Comment on est arrivé à déterminer ce maximum de 6 fr. 50, c'est ce que nous explique M. Noël dans son rapport. Il prend 5 types de filature et détermine pour chacun d'eux les frais de main-d'œuvre et la prime qui ressort au kilogramme de soie filée. Entre ces cinq systèmes de

filature, il doit en prendre un comme base et choisit le premier, celui qui file 200 grammes par bassine et par jour. Pour celui-là, il constate que le total de la main-d'œuvre et des frais généraux étant de 13 fr. 50 et la prime de 6 fr. 65 au kilogramme (5 journées à 1 fr. 33 = 6 fr. 65), il reste à la charge du fileteur une somme de 6 fr. 85 par kilogramme de soie, somme qu'il trouve très raisonnable. Il adopte donc la limitation de 6 fr. 50 par kilogramme en chiffres ronds ; pourquoi maintenant a-t-il pris comme base le premier type à 200 grammes par jour et par bassine ? Écoutons-le :

Production par bassine et par jour	Journée de fileuse	Prix des Journées	Total de la main- d'œuvre par k. de soie	Frais généraux (1 fr. 20 par journée de fileuse)	Total de la façon pour 1 kilo	Prime par kilogr. à 400 fr. par an	Différence à la charge du fileteur
gr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
0,200	5	1 50	7 50	6 »	13 50	6 65	6 85
0,250	4	1 50	6 »	4 80	10 50	5 32	5 48
0,300	3 1/3	1 50	5 »	4 »	9 »	4 43	4 57
0,350	3	1 50	4 50	3 60	8 10	4 »	4 10
0,400	2 1/2	1 50	3 75	3 »	6 75	3 36	3 43

« Il est impossible qu'une bassine à quatre bouts (1)
» filant des types fins ait une production journalière
» supérieure à 200 grammes. C'est donc ce type qui
» doit servir de base pour le maximum de prime qui
» incombe à un kilogramme de soie dans la répar-
» titio*n* de la prime. » Dans la thèse de M. Noël, une
bassine à quatre bouts ne peut pas filer plus de 200
grammes de fil fin ; toute bassine qui filera plus de
200 grammes produira du fil plus gros, c'est-à-dire
moins beau, et le kilo de cette dernière soie sera
moins primé, à juste titre. Le maximum de prime
sera pour la bassine à 200 grammes, qui réalise, dans
l'esprit de M. Noël, le type parfait produisant la plus
grande quantité possible. Nous verrons que c'est là

(1) Le fil de soie ou brin d'un cocon seul ne peut pas former ce qu'on appelle commercialement parlant *un fil de soie* ; il faut en réunir plusieurs, suivant la grosseur du fil commercial que l'on veut obtenir. On réunit donc les brins qui proviennent de plusieurs cocons, on les file ensemble et cette réunion de brins se nomme un *bout*. La grosseur du fil obtenue se nomme le *titre*. Si dans une bassine il y a 1, 2, 3, 4, 5 groupements de cocons filant ensemble, la bassine file à 1, 2, 3, 4, 5 bouts.

Étant donnée une bassine à 4 bouts, il lui faudra évidemment plus de temps pour filer un kilog. de fil fin que pour filer un kilog. de fil gros, car le fil pèse naturellement d'autant moins à l'unité de longueur qu'il est plus mince, c'est-à-dire constitué d'un moins grand nombre de brins de cocons.

une opinion très discutable et très discutée à la fois.

Quoi qu'il en soit, et quelle qu'ait été la méthode employée pour arriver à ce chiffre de 6 fr. 50, il est évident que les filateurs n'auront plus intérêt à filer comme avant de mauvais cocons à faible rendement. Ils ne réussiraient plus qu'à augmenter la somme laissée à leur charge, car un tel système augmenterait sensiblement les frais de main-d'œuvre, tandis que la prime ne dépasserait jamais 6 fr. 50 par kilo de soie filée.

Prime différentielle à la filature de cocons étrangers.

— Enfin, en ce qui concerne la filature des cocons étrangers, et pour contraindre les industriels à préférer les cocons français et à ne recourir aux autres qu'après l'épuisement des stocks nationaux, on n'accorda à la filature qu'une prime réduite de 340 francs quand elle mettrait en œuvre les produits du dehors. C'était une différence de 60 francs avec la prime pleine de 400 francs maintenue.

En partant de 200 grammes filés par jour et par bassine, on arrive à une production de 60 kilogrammes par an et par bassine (300 journées de travail). La différence de prime est donc de 1 franc par kilo de soie filée, soit 0 fr. 25 par kilo de cocons secs (1)

(1) 4 kilogr. de cocons secs donnent 1 kilo de soie à la filature.

ou 0 fr. 08 par kilo de cocons frais. Ces 0 fr. 08 ajoutés à la prime de 0 fr. 60 à la sériciculture, constituent pour nos cocons une protection de 0 fr. 68 par kilo.

Plusieurs amendements avaient proposé de réduire cette prime aux cocons étrangers, les uns à 100 francs, les autres à 200 francs. « Une prime réduite » à 200 francs, équivaldrait, dit M. Noël, à la prohibition absolue.

» Nous avons vu que la production de 1 kilo de » soie coûtait en moyenne 10 fr. 80 au filateur français et 5 francs au filateur italien, ce qui fait un » écart de 5 fr. 80. La prime de 200 francs par basine ne produirait que la moitié de la différence, » soit 2 fr. 90, laissant le filateur en déficit d'une » somme presque égale, soit 2 fr. 60, ce qui représente, sur un prix moyen de 40 francs par kilogramme, 6 à 7 % de la valeur du produit. »

La prime de 200 francs reviendrait donc à prohiber les cocons étrangers et par suite à limiter le développement de la filature à la récolte française, à l'empêcher de grandir lorsqu'elle a devant elle un vaste champ d'expansion. Est-ce là vraiment l'intérêt de la sériciculture ? Non.

C'est la prime de 360 francs qui fut adoptée. En résumé, voici l'état de la législation actuelle des primes.

Les primes à la sériciculture et à la filature ont été votées jusqu'au 1^{er} juin 1908 à raison de 0 fr. 60 par

kilogramme de cocons frais produits, et pour la filature :

400 francs par bassine à plus de 3 bouts, filant de 3 bouts, filant des cocons étrangers ; 200 francs et 170 francs pour la filature des cocons doubles (la prime des bassines à moins de 4 bouts est supprimée, afin d'encourager les filateurs à perfectionner leur outillage). Auront droit, en outre, à la prime, les bassines accessoires, à raison de une pour trois bassines fileuses. Le montant des primes ressortissant au kilogramme de soie filée, ne pourra dépasser 6 fr. 50 pour les soies faites de cocons étrangers. Si, au bout de 5 ans, les primes venaient à excéder 6 millions pour la sériciculture et 4 millions pour la filature, le gouvernement pourrait prendre des mesures et les réduire à partir de la sixième année. Les cocons étrangers susceptibles d'être filés, ne pourront circuler en France qu'en vertu d'acquets-à-caution garantissant leur prise en charge dans une filature de soie, ou leur réexportation. — En vue du contrôle des quantités filées, les agents chargés de la surveillance pourront exiger la communication sur place, des livres de filature. — Comme l'application d'une prime différentielle à la bassine filant des cocons étrangers eût amené de grandes difficultés d'application, difficultés d'autant plus grandes que le contrôle des livres de commerce du filateur n'avait pas été adopté, on parvint indirectement au résultat cherché dans la répartition de la prime en appliquant à

toutes les bassines la prime de 400 francs et en lui faisant subir une réfraction de 0 fr. 25 par kilogramme de cocons secs étrangers filés. — Voilà le résultat auquel on est arrivé. Nous verrons plus loin les fruits portés par ce système de primes, inauguré en 1898 ; il est, en tout cas, certaines critiques qui lui ont été adressées et par l'examen desquelles nous continuerons cette étude.

Section III

LA PRIME AU KILOGRAMME DE SOIE

1° Critique de la loi de 1898. — Possibilité d'une prime au kilogramme de soie.

Puisque dans les conditions économiques où nous nous trouvons actuellement, il est impossible d'obtenir du Parlement le droit de douane sur les grèges, ne pourrait-on pas apporter des perfectionnements au système des primes réorganisé en 1898, afin de tirer de ce remède tous les principes bienfaisants qu'il peut contenir.

A la commission extra-parlementaire qui fut réunie par le Ministère Méline, pour étudier les moyens les plus propres à protéger efficacement la filature, on parla d'établir une prime basée, non plus sur la bassine, mais sur le kilogramme de soie filée, sur l'unité produite et non sur l'unité productrice. Ce système, le plus rationnel de tous, parce qu'il proportionnait exactement l'encouragement à l'effort produit, fut écarté dans le sein même de la Commission à une forte majorité, mais après un vif débat.

Quels étaient les arguments invoqués contre lui ?

On prétendait d'abord que le contrôle serait très

difficile, obligerait les agents du fisc à se faire communiquer les livres de commerce du filateur ; ce sera disail-on, une incursion perpétuelle des employés de l'Etat dans les affaires privées de l'industriel.

L'autre grief était le suivant : puisque, comme le dit M. Noël, il est impossible qu'une bassine à quatre bouts filant des types fins, produise plus de 200 grammes par jour, si on donne une prime au kilogramme de soie filée, l'intérêt du filateur sera de produire le plus possible, de toucher le maximum de primes. Alors, il filera des soies moins fines, moins régulières et, puisque la quantité et la qualité ne peuvent être obtenues au-delà de 200 grammes, il négligera la qualité et ces belles soies des Cévennes nettes, nerveuses, brillantes, qui font la réputation de notre filature, auront vécu.

Répondons d'abord à la première objection, la soi-disant difficulté du contrôle. Et d'abord, qu'en matière d'impôts, le contribuable soit peu disposé à laisser disséquer sa comptabilité par les agents du fisc, rien de plus humain. Mais ici ce n'est pas la même chose, il n'est pas question d'impôts ou d'assujettis, mais de primes et de bénéficiaires et, si vraiment la prime au kilogramme est un moyen de relever l'industrie et de lui rendre son ancienne prospérité, bien faible devient l'argument invoqué ci-dessus. Pour un léger désagrément subi, le filateur recevra en compensation des avantages autrement importants. D'autant plus que les indiscretions des employés

n'iraient pas bien loin, chacun sait à peu près ce que produit une filature et, quant aux façons d'arriver à une détermination exacte de la production, elles ont été étudiées à diverses reprises par les intéressés, notamment dans une lettre adressée en 1891 à M. Joseph Reinach, rapporteur du projet de la loi sur les primes.

« On pourrait faire tenir au filateur un registre à
» la disposition des agents et où il inscrirait sa pro-
» duction quotidienne ; les ballots de soie sortant de
» l'usine seraient pesés au poids public, ces deux
» estimations se contrôlèrent mutuellement. De
» plus, on pourrait arriver à serrer de plus près
» encore la vérité par les récépissés de chemin de
» fer, les feuilles d'achat des cocons et le contrôle de
» la correspondance. »

En 1898, au moment du vote de la loi, divers moyens de contrôle furent aussi proposés, basés aussi les uns sur la présentation des livres du filateur faisant mention de la soie produite et du nombre d'heures de travail employé, les autres sur la quantité de cocons employés (système proposé par M. Darboux) ; d'autres enfin, sur la production en soie, contrôlée d'après le système des étiquettes établies aux flottes de soie (système proposé par M. Boudon).

On voit donc qu'il ne serait pas impossible d'arriver à un moyen rationnel de contrôle.

Mais, parlons de l'objection de fond, c'est qu'une bassine à quatre bouts ne peut produire plus de 200

grammes par jour, et qu'inciter le filateur à produire davantage, c'est le contraindre à négliger la qualité de la soie filée. Etant donnés les écarts de prix considérables entre les belles soies et les soies médiocres, c'est faire tout au moins une supposition bien hardie que venir affirmer que le filateur aura intérêt à faire de la mauvaise soie. Peut-on imaginer qu'un industriel aille négliger la qualité de ses produits et, pour toucher 2 ou 3 francs de primes supplémentaires, s'exposer à perdre 8 ou 10 francs sur le prix de vente de sa soie ?

Mais, arrivons au cœur de la question. Est-il bien vrai, que, comme l'affirme M. Noël, une bassine à quatre bouts filant des types fins (10/12 deniers) (1), ne peut filer plus de 200 grammes par jour ? Passons en revue les diverses opérations auxquelles donne lieu la filature du cocon. Il y a d'abord un triage qui sépare les bons cocons des doubles, des piqués... qui sont mis aux déchets. Cette opération se fait en dehors de l'usine. Puis, dans la filature même, le cocon est *ébouillanté*, pour permettre au fil de cocon de se dévider ; il est *battu* dans l'eau bouillante ; puis il est *purgé* ou *débavé*, c'est-à-dire nettoyé, débarrassé de toutes ses parties impures, grossières, et enfin il

(1) Le *titre* ou grosseur du fil de soie s'évalue en deniers à l'unité de longueur : 8/10 deniers est un type très fin ; 16/30 deniers un type gros.

est filé. Le travail de la fileuse consiste à réunir les fils de cocons en un fil de soie, et à rattacher, à renouer les fils qui se rompent. Au bon vieux temps de la filature, ces quatre opérations étaient faites par la même ouvrière et l'on conçoit aisément quelle fatigue, quelle perte de temps il en résultait. Aujourd'hui, dans les conditions actuelles de travail, sanctionnées par la loi de 1892 et celle de 1898, il est admis qu'une bassine accessoire peut participer à la prime à raison de une pour trois bassines fileuses, ce qui veut dire que le travail de trois fileuses est préparé par une ouvrière batteuse et purgeuse. Eh bien, il est avéré, en effet, qu'avec un tel système, une ouvrière fileuse ne peut filer à plus de quatre bouts, ni produire plus de 200 à 225 grammes de fil fin. Quelle que soit l'agilité de ses doigts, il est un temps minimum pour passer d'un fil à l'autre et nouer les bouts qui se brisent. Mais ce qui est tout aussi évident, puisque l'expérience en a été faite, c'est que, par un mode rationnel du travail, en spécialisant chaque ouvrière à une opération déterminée, on peut obtenir des résultats infiniment supérieurs. S'il est, en effet, une industrie où la vieille théorie d'Adam Smith puisse trouver son application, c'est bien la filature de la soie.

Il existe des filatures où l'expérience a été tentée. On est arrivé, par l'adjonction de trois ouvrières accessoires à quatre ouvrières fileuses, soit une batteuse, une purgeuse et une noueuse ou rattacheuse

(dont le travail consiste à rattacher les fils rompus par la fileuse) à une production quotidienne de 2.800 grammes de soie, soit 700 grammes par fileuse ou 400 grammes par ouvrière employée. Nous sommes loin, on le voit, des 200 grammes de M. Noël. Il est vrai que, grâce à ce système, la fileuse peut filer à six bouts et non plus à quatre seulement. Le progrès est immense et l'unité productrice n'est plus, comme dans la loi de 1898, la bassine fileuse augmentée de $\frac{1}{3}$ d'une bassine accessoire, c'est le groupe de quatre bassines fileuses et de trois accessoires.

Partant de ce point de vue erroné, le législateur est allé à l'encontre du but qu'il se proposait : pousser la filature dans la voie du progrès.

Quel est aujourd'hui, en effet, l'intérêt du filateur à diviser ainsi son travail ? Il est nul. Bien plus, l'industriel est intéressé à employer toujours les vieilles méthodes. Prenons une filature de 100 bassines fileuses. Elle est primée à l'heure et à raison de : $100 \text{ bassines fileuses} + \frac{100}{3} \text{ bassines accessoires} = 133 \text{ bassines}$.

Si le filateur, soucieux de développer sa production par une division intelligente du travail, porte le nombre de ses bassines accessoires à 75 (3 pour 4 fileuses), il augmentera bien sa production, mais ne touchera toujours la prime que pour 133 bassines alors qu'il aura 175 salaires à distribuer.

D'ailleurs, nous ne pouvons mieux faire, ce me semble, que d'emprunter la démonstration faite par

un filateur du Gard, en 1898, au moment du vote de la loi. Les chiffres qui suivent ont été extraits d'une brochure parue à cette époque et intitulée : *Etude sur la question des primes*, par M. Campredon.

« Dans la filature, la quantité de travail fourni par
» la fileuse varie : 1° par les perfectionnements de
» l'outillage et la division du travail ; 2° par le titre
» mis en filature, c'est-à-dire la grosseur du fil ; 3°
» par la nature du cocon bon ou mauvais. La prime
» actuelle ne tient aucun compte de cet état de choses ; aussi arrive-t-elle à niveler le coût de la main-d'œuvre au profit des vieux outillages. Elle est
» ainsi un obstacle à tout progrès. Pour le démontrer, prenons quatre systèmes de filature, et établissons-en : 1° la production en soie, par système,
» par fileuse et par ouvrière employée ; 2° le prix
» de la main-d'œuvre ouvrière ramenée au kilogramme de soie ; 3° le montant de la prime ramené au
» kilogramme de soie (la prime est établie à raison
» de 1 fr. 333 par bassine fileuse et par bassine accessoire exécutant un travail effectif de 10 heures,
» soit 0 fr. 1333 par heure).

Tableaux

1°. — Production

PREMIER SYSTÈME	<i>Filature à 3 bouts. — Cocons mauvais.</i>	
	<i>Titre mis en filature 10/12 deniers.</i>	
	Production pour 3 bassines	
	fileuses	400 gr. de soie.
DEUXIÈME SYSTÈME	Production par fileuse . . .	133 —
	Une bassine accessoire :	
	Production pour 4 ouvrières,	
	400 gr. ; par ouvrière	100 —
TROISIÈME SYSTÈME	<i>Filature à 3 bouts. — Cocons français premier choix.</i>	
	<i>Titre 11/12 deniers.</i>	
	Production pour 3 bassines	
	fileuses	800 gr. de soie.
QUATRIÈME SYSTÈME	Production par fileuse . . .	266 —
	Une bassine accessoire :	
	Production pour 4 ouvrières,	
	800 gr. ; par ouvrière	200 —
QUATRIÈME SYSTÈME	<i>Filature à 4 bouts. — Cocons français 1^{er} choix.</i>	
	<i>Titre 11/12 deniers.</i>	
	Production pour 3 bassines	
	fileuses	1.080 gr. de soie.
QUATRIÈME SYSTÈME	Production par fileuse . . .	360 —
	Une bassine accessoire :	
	Production pour 4 ouvrières,	
	1.080 gr. ; par ouvrière	270 —
QUATRIÈME SYSTÈME	<i>Filature à 6 bouts avec jette bouts et noueuse. —</i>	
	<i>Titre 11/12 deniers. — Cocons français 1^{er} choix.</i>	
	<i>— 3 dévidoirs indépendants, croiseur Chambon.</i>	
	Production pour 4 bassines	
QUATRIÈME SYSTÈME	fileuses	2.800 gr. de soie.
	Production par fileuse . . .	700 —
	Deux bassines accessoires,	
	une noueuse :	
QUATRIÈME SYSTÈME	Production pour 7 ouvrières,	
	2.800 gr. ; par ouvrière	400 —

2° Prix de la main-d'œuvre ouvrière au kilogramme de soie

Premier Système	3 ouvrières fileuses à 1 fr. 50 = .	4 fr. 50
	1 ouvrière accessoire à 1 fr. 50 =	1 fr. 50
	Pour une production de 400 gr. de soie	6 fr. »
	pour un kilogramme	15 fr. »
Deuxième Système	3 ouvrières fileuses à 1 fr. 50 = .	4 fr. 50
	1 ouvrière accessoire à 1 fr. 50 =	1 fr. 50
	Pour une production de 800 gr. de soie	6 fr. »
	pour un kilogramme.	7 fr. 50
Troisième Système	3 ouvrières fileuses à 1 fr. 50 = .	4 fr. 50
	1 accessoire à 1 fr. 50 = . . .	1 fr. 50
	Pour une production de 1080 gr. de soie	6 fr. »
	pour un kilogramme.	5 fr. 55
Quatrième Système	4 fileuses à 1 fr. 50 =	6 fr. »
	2 accessoires à 1 fr. 50 = . . .	3 fr. »
	1 noueuse à 1 fr. 50 =	1 fr. 50
	Pour une production de 2800 gr. de soie	10 fr. 50
	pour un kilogramme.	3 fr. 75

3°. — Montant de la prime ramenée au kilogramme de soie.

Premier Système	3 bassines fileuses primées à 1 fr. 33 =	3 fr. 999
	1 bassine accessoire =	1 fr. 333
	Pour 400 gr. de soie montant de la prime	5 fr. 332
	pour un kilogramme.	13 fr. 33
Deuxième Système	3 bassines fileuses à 1 fr. 33 =	3 fr. 999
	1 bassine accessoire =	1 fr. 333
	Pour 800 gr. de soie, montant de la prime	5 fr. 332
	pour un kilogramme	6 fr. 66
Troisième Système	3 bassines fileuses à 1 fr. 33 =	3 fr. 999
	1 bassine accessoire =	1 fr. 333
	Pour 1.080 gr. de soie, montant de la prime	5 fr. 332
	pour un kilogramme.	4 fr. 93
Quatrième Système	4 bassines fileuses à 1 fr. 33 =	5 fr. 332
	1 1/3 bassine accessoire à 1 fr. 33 =	1 fr. 77
	Pour 2.800 gr. de soie, montant de la prime	7 fr. 10
	pour un kilogramme.	2 fr. 54

» Récapitulons, à l'aide des tableaux ci-dessus,
 » pour les quatre systèmes qui nous ont servi
 » d'exemple, le prix réel de la main-d'œuvre par kilo
 » de soie en tenant compte de la prime à la bassine
 » et aux appareils accessoires. Il résultera de cette
 » comparaison que le coût de la main-d'œuvre est
 » à peu près nivelé entre les divers systèmes, par
 » l'application de la prime à la bassine fileuse, et ceci
 » malgré de très grandes différences ; en effet, pour
 » obtenir un kilogramme de soie avec la production
 » de 133 grammes, les dépenses ouvrières s'élèvent
 » à 15 francs, tandis qu'avec une production de 700
 » grammes, elles ne s'élèvent qu'à 3 fr. 75. (Voir ci-
 » dessous.)

Production par ouvrière	Main-d'œuvre ouvrière pour 1 k. de soie	Montant de la prime pour 1 k. de soie	Coût réel de la main-d'œuvre ouvrière pour 1 k. de soie	Montant de la prime pour une production de 4,000 kil. soie
	fr.	fr.	lr.	fr.
1 ^{er} Système : 400 gr. .	15 »	13 33	1 67	53.320 »
2 ^e Système : 200 gr. .	7 50	6 66	0 84	26.640 »
3 ^e Système : 270 gr. .	5 55	4 93	0 62	19.720 »
4 ^e Système : 400 gr. .	3 75	2 54	1 21	10.160 »

» La cause n'en est due, on le voit, qu'à la prime
 » appliquée à la bassine fileuse et aux appareils ac-

» cessoires, puisque la prime d'un kilo de soie s'élève
» à 13 fr. 33 dans le premier cas et à 2 fr. 54 dans
» le second. »

L'argumentation de M. Campredon tombe à faux (1) dans le cas de la prime de 13 fr. 33, puisque la prime maxima allouée à un kilogramme de soie est de 6 fr. 50 d'après la nouvelle loi. Mais elle n'en reste pas moins juste en ce qui concerne les 2^e, 3^e et 4^e systèmes.

C'est en somme le système le plus perfectionné qui est le moins favorisé. Les chiffres cités par M. Noël, dans son rapport, ne trouvent plus ici leur application, puisque son point de départ (le maximum de 300 grammes par bassine) est erroné (et qu'il ne tient pas compte des bassines accessoires).

2^e Effets du régime actuel

Il est démontré par les chiffres qui précèdent que la prime donnée à la bassine nivèle d'une façon incontestable le coût réel de la main-d'œuvre au profit de nos vieux outillages. L'industriel français se trouve ainsi le seul au monde à n'avoir aucun intérêt à rechercher les perfectionnements. Pourquoi les filateurs se sont-ils montrés si désireux de maintenir l'ancienne application de la prime à la bassine en dé-

(1) La brochure est antérieure au vote de la loi.

daignant même la prime pour toutes les bassines accessoires nécessaires à la division du travail ? Tout simplement parce qu'ils n'ont pas osé affronter les fortes dépenses qu'entraînent les modifications d'outillage. Telle qu'elle est organisée, la prime à la filature est une prime à la routine.

Déplorons seulement que les pouvoirs publics, au-delà des intérêts particuliers de quelques industriels, n'aient pas su distinguer l'intérêt primordial de l'industrie, qui commandait de faire des transformations, des perfectionnements, seuls susceptibles de relever la filature française. Il est triste aussi d'avoir vu des industriels faire maintenir à tout prix une situation qu'ils exploitent aujourd'hui, mais qui certainement sera cause de leur ruine. Et nous pouvons dès maintenant nous faire une idée de ce que sera l'avenir si le régime actuel n'est pas bientôt remanié dans le sens que nous avons indiqué. Nous n'avons pour cela qu'à regarder derrière nous pour tirer logiquement une conclusion. Voici donc quelles ont été depuis la loi de 1892, qui la première institua les primes à la filature de soie, les fluctuations de cette industrie considérée au point de vue de son outillage et de sa production annuelle.

Les chiffres que nous citons sont extraits du « Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon, année 1905 ».

Tableau

Nombre de Bassines

	Nombre de filatures	A 2 bouts	A plus de 2 bouts	Accessoi- res	A cocons doubles
1892	238	397	9.757	1.694	158
1893	252	204	10.648	1.810	154
1894	270	176	11.050	1.913	157
1895	271	53	11.496	1.901	158
1896	280	50	11.433	1.962	158
1897	268	10	11.431	1.945	184
		A plus de 3 bouts			
1898	273		11.823	2.159	197
1899	257		11.337	2.057	230
1900	257		11.464	2.147	170
1901	247		11.250	2.138	187
1902	246		11.305	2.219	92
1903	238		11.240	2.276	92
1904	229		10.923	2.214	92

Quantité de soie filée

	Soie française kgs	Soie étrangère kgs	Totaux kgs
1892	»	»	726.841
1893	705.787	30.905	736.693
1894	622.222	61.199	724.421
1895	725.974	70.679	796.633
1896	775.187	60.424	835.612
1897	759.115	86.274	845.389
1898	671.586	147.347	818.933
1899	564.993	204.934	769.927
1900	587.036	185.480	772.516
1901	677.155	84.962	760.117
1902	687.459	123.650	809.109
1903	552.346	204.075	756.421
1904	571.878	165.713	733.591

En 1904, ces chiffres se décomposent comme on peut le voir dans les tableaux suivants :

	NOMBRE DES FILATURES	NOMBRE DES BASSINES		
		A plus de 3 bouts 400 fr.	Accessoir. primés 400 fr.	A 1 bout cocons doublés 200 fr.
Ardèche	46	2,468	676	»
Bouches-du-Rhône . .	2	109	36	»
Corse	1	32	10	»
Drôme.	24	1,305	300	»
Gard	109	5,211	790	»
Hérault	14	794	95	»
Isère	1	41	14	»
Lozère.	4	168	48	»
Rhône.	0	0	0	»
Tarn-et-Garonne . .	2	102	12	»
Var.	1	81	27	»
Vaucluse	23	612	206	»
Bassines à plus de 3 bouts	227	»	»	»
Bassines à 1 bout filant des cocons doubles.	2	»	»	92
<i>Totaux généraux . .</i>	229	10,923	2,214	92

	MONTANT DES PRIMES	QUANTITÉ DE SOIE FILÉE	
		Soie française	Soie étrangère
	francs. c.	kilog. gr.	kilog. gr.
Ardeche	925.782 37	152.381 616	36.033 150
Bouches-du-Rhône	53.159 81	5.931 555	4.285 485
Corse	343 35	69 820	»
Drôme	467.101 62	72.970 716	19.586 410
Gard	1.678.636 05	235.950 718	63.974 268
Hérault	277.009 42	33.830 510	14.967 995
Isère	21.653 13	3.793 060	»
Lozère	72.312 90	9.897 355	1.497 430
Rhône	»	»	»
Tarn-et-Garonne	36.782 » »	1.900 340	5.046 490
Var	32.987 35	3.525 500	2.193 500
Vaucluse	260.146 87	34.465 479	13.848 005
Bassines à plus de 3 bouts.	3.825.914 57	554.716 424	161.432 733
Bassines à 1 bout filant des cocons doubles.	11.316 43	17.161 369	279 774
Totaux généraux.	3.837.231 00	571.877 793	161.712 507
		733.590 kil. 300 gr.	

Ces chiffres nous ont appris qu'en 1892 il y avait en France 238 filatures et qu'en 1904 il n'y en a plus que 229 ; qu'au lieu de voir s'en créer de nouvelles, nous avons eu devant les yeux le spectacle navrant d'usines fermant leurs portes. Et nous n'aurons même pas eu la consolation de nous dire : si la quantité diminue, la qualité augmente ; non : la soie filée en 1892 représentait 726.841 kilogrammes ; en 1904 elle représente 733.591 kilogrammes. De tous ces chiffres, que conclure ? Nous sommes exactement au même point qu'il y a 12 ans ; nous n'avons rien fait pour développer une industrie qui pourtant vaut la peine qu'on s'occupe d'elle. Et nos rivaux, alors, ont eu beau jeu : ils ont pu tout à leur aise employer le temps que nous perdions, à modifier leur outillage, à perfectionner leurs installations, si bien que Lyon, qui tenait autrefois la première place sur le marché de la soie, se trouve aujourd'hui supplanté par des adversaires plus jeunes, plus courageux et plus actifs.

En Italie, un concurrent redoutable se dresse, c'est Milan, admirablement servi d'ailleurs par la législation douanière de 1892, qui, en fermant notre pays à l'entrée des soies ouvrées italiennes, n'a pas seulement détourné ce courant d'importations, qui atteignait autrefois 300.000 kilogrammes environ annuellement, mais surtout a fait dévier sur Milan une partie notable des importations de soies grèges de Chine pour lesquelles l'industrie du moulinage italien a conservé une vieille supériorité d'ouvrasons.

Pour se rendre un compte exact des choses, il importe de comparer ces deux places rivales du commerce de la soie. Pour cela, nous aurons recours au mouvement des « conditionnements » respectifs de ces deux villes, ainsi qu'aux tableaux de la douane.

Voici, pour les dix dernières années, les chiffres comparés des « Conditions » de Lyon et de Milan :

ANNÉES	LYON	MILAN
1896	6.086,587 kgrs	6.264,015 kgrs
1897	6.799,309 —	7.416,955 —
1898	6.462,639 —	7.549,395 —
1899	7.558,720 —	8.723,715 —
1900	6.041,763 —	7.223,525 —
1901	6.874,649 —	8.697,490 —
1902	7.165,015 —	9.849,850 —
1903	6.659,840 —	8.372,495 —
1904	7.121,983 —	9.222,505 —
1905	7.010,147 —	9.439,155 —

Ce tableau met en lumière les progrès rapides réalisés par le marché de Milan, qui, en 1905, a dépassé de 2.429.008 kilogrammes le marché de Lyon, alors qu'antérieurement à la loi de 1892, le condition-

nement lyonnais excédait de 500.000 à 1.000.000 de kilogrammes, suivant les années, le conditionnement milanais. Que disent les chiffres des douanes des deux pays ? Il est opportun de les consulter, car, de même que pour la France ils reflètent à peu près exactement le mouvement des affaires sur notre place de Lyon, de même pour l'Italie ils donnent l'image assez fidèle du mouvement des affaires sur le marché de Milan, qui est l'aboutissant ou le point de départ de la généralité des importations et des exportations de la péninsule.

Tableau

**Importations et Exportations de soies grèges et ouvrées
françaises et italiennes**

France					Italie				
Années	Importations		Exportations		Années	Importations		Exportations	
	1000 kil.		1000 kil.			1000 kil.		1000 kil.	
	Grèges	Ouvr.	Grèges	Ouvrées		Grèges	Ouvr.	Grèges	Ouvrées
1896	4.617	37	1.929	434	1896	1.537	14	2.697	3.020
1897	7.321	19	2.789	358	1897	1.970	84	2.771	3.218
1898	5.942	30	2.619	365	1898	1.753	16	3.409	3.388
1899	7.899	14	3.563	410	1899	2.445	28	3.759	3.626
1900	5.381	10	2.401	485	1900	1.885	48	3.459	3.284
1901	6.604	11	2.196	463	1901	2.318	17	3.814	4.165
1902	6.461	12	2.341	666	1902	2.710	34	4.409	4.159
1903	6.068	9	1.786	831	1903	2.347	33	3.891	3.582
1904	6.947	7	2.108	761	1904	2.496	39	4.295	3.681
1905	5.873	6	2.391	849	1905	2.257	250	5.159	3.981

Ce tableau témoigne dans le même sens que celui du conditionnement, mais il nous montre que l'accroissement des importations a été, en chiffres absolus, tout au moins, plus considérable en France qu'en Italie, et que les progrès de nos rivaux sont dus surtout à l'exportation, par la raison bien simple qu'ils correspondent au développement de leurs récoltes soyeuses nationales, récoltes qui, en France, restent stationnaires.

Nous devons pourtant faire remarquer qu'une très notable partie des transactions en soies étrangères (de l'Extrême-Asie et du Levant) du marché de Milan, doit être portée à l'actif des comptoirs, que des maisons lyonnaises ont créés de l'autre côté des Alpes depuis une douzaine d'années.

Malgré les indications statistiques qui précèdent, Lyon reste néanmoins la métropole internationale incontestée du marché des soies, si par ce mot on entend un marché où l'acheteur est certain de trouver tous les genres et toutes les provenances.

Souhaitons maintenant, pour terminer cette étude, que l'industrie de la filature, qui, sous l'empire de la loi de 1898, n'a pu progresser, se relève enfin lorsqu'une législation nouvelle mieux comprise lui en aura fourni les moyens.

Souhaitons, en second lieu, que nos fabricants, ayant en main un bon outil national, se lancent dès lors délibérément dans la voie de l'exportation. Qu'ils créent des débouchés ! ! C'est pour eux le seul moyen

de développer en France non seulement la filature, mais toutes les industries qui s'y rattachent. Et nous sommes obligés de constater que jusqu'à aujourd'hui ils n'ont rien fait pour cela. Les Etats-Unis existent cependant, qui, ne produisant pas un gramme de soie, n'en consomment pas moins 7.500.000 kilogrammes, soit 40 % de la production mondiale. Sur cette énorme quantité importée en Amérique, le Japon entre en part pour 54,7 %, la Chine 26,7 %, l'Italie 15,4 % et la France seulement pour 3 %. Ce n'est point question de qualité, les grèges des Cévennes réussissant très bien en concurrence des soies italiennes ou japonaises. C'est plutôt de l'exiguité de notre production nationale, et une certaine timidité par excès de prudence qui nous ont empêchés de suivre le marché américain dans sa vertigineuse ascension.

Et bien, trêve de prudence ridicule : nous connaissons le mal dont nous souffrons ; portons-y remède et, bien vite, rattrapons le temps perdu.

Montpellier le 18 octobre 1906.

Vu, le Doyen de la Faculté de Droit,
VIGIE.

Montpellier, le 8 octobre 1906.

Vu, le président de la thèse,
CH. RIST.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 18 octobre 1906.

Le Recteur,
ANT. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — LA SÉRICICULTURE.

	Pages
1° Historique général.	9
2° Développement de la sériciculture en France jusqu'à 1850	11
3° Décadence depuis 1850	14
4° Causes de cette décadence :	
Maladie de vers à soie	15
Disparition des mûriers	17
Baisse des cocons	19
5° Perfectionnements.	22
6° Production séricicole dans le monde.	27

CHAPITRE PREMIER. — LA FILATURE

SECTION PREMIÈRE. — *La baisse de la soie depuis 1869*

1° Baisse générale des cours	32
2° Développement du Japon et de la Chine	36
A. — Japon	36
B. — Chine	39
3° Développement des moyens de transport	41

	Pages
4° Baisse du métal blanc	44
5° Dépréciation plus grande des soies d'Europe . .	47

SECTION II. — *Situation du filateur français en face
de la concurrence étrangère.*

1° Position avantageuse du producteur d'Extrême- Orient	54
2° Conditions de la concurrence avec l'Italie . . .	55

CHAPITRE II

SECTION I. — *Le droit de Douane en 1888*

Mouvement protectionniste — Tarif de rigueur contre l'Italie	62
---	----

SECTION II. — *Intérêt des tisseurs à avoir la franchise
de la grège.*

1° Révision des tarifs en 1891	67
2° Influence du droit sur les tissus sur la fabrique lyonnaise	70
A. — Insuffisance de notre production . . .	72
B. — Manque de variété de nos soies . . .	74
C. — La soie grège est-elle matière première .	75
D. — Influence du droit sur le prix des tissus.	78
E. — La protection des tissus de soie pure .	83
F. — Drawback.	90

SECTION III. — *Intérêt du marché de Lyon*

Le droit des douanes serait la ruine des marchés .	93
--	----

CHAPITRE III

SECTION I. — *Les primes en 1892*

	Pages
1 ^o Historique du système	99
2 ^o Caractère, assiette, taux de le prime.	100
3 ^o Effets et critique	102
Sériciculture :	
A. — Précarité	103
B. — Insuffisance	104
Filature :	
C. — Prime à la filature mal conçue.	106
D. — Fraudes	106
E. — Cocons étrangers.	108

SECTION II. — *Réforme de 1898.*

Modifications à la loi, 13 janvier 1892	110
A. — Sériciculture	110
B. — Filature : Limitation de la prime par kil.	111
Prime différentielle.	114

SECTION III. — *La prime au kilogramme.*

1 ^o — Critique du système des primes à la bassine.	
Possibilité d'une prime au kil. de soie filée.	118
2 ^o . — Effets du régime actuel	129
